

Les Traités Commerciaux de la Roumanie

D'APRÈS GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1931, à 14 heures

PAR

OTTO S. FISCHER

AVOCAT

JURY :

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants : M. JÉZE, professeur.

M. RETS, professeur.

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS

1931

Les Traités Commerciaux de la Roumanie
D'APRÈS GUERRE

Les Traités Commerciaux de la Roumanie

D'APRÈS GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1931, à 14 heures

PAR

OTTO S. FISCHER

AVOCAT

JURY :

Président : M. OUALID, professeur.

Suffragants : M. JÉZE, professeur.

M. RETS, professeur.

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS

1931

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



Avant-Propos

Les accords commerciaux qu'a conclus la Roumanie après la guerre peuvent être divisés en deux sortes : relativement à leur date de conclusion et d'après leur caractère.

Ceux conclus depuis les hostilités en 1919-20 (la Roumanie conduisit encore une guerre contre les communistes Hongrois jusqu'en 1919) et dont le caractère principal a été de s'accorder réciproquement la clause de la nation la plus favorisée et ceux conclus depuis 1929, c'est-à-dire après la stabilisation monétaire et après la mise en vigueur du nouveau tarif douanier d'avril 1929. Ces derniers sont de véritables traités de commerce. La Roumanie en a conclu avec presque tous les Etats européens. Quelques-uns, actuellement, sont en voie de conclusion, ce sont des conventions tarifaires — à base du tarif maximum et minimum. Dans le présent ouvrage, après une courte introduction sur l'état économique et les traités de commerce Roumains d'avant-guerre, nous traiterons des accords de commerce de la Roumanie en deux chapitres distincts, selon la division envisagée plus haut, pour conclure enfin avec des considérations sur le caractère des traités commerciaux d'après-guerre.

INTRODUCTION

La Roumanie en 1913 et ses Traités commerciaux

La Roumanie, avec sa superficie de 139.693 km² en 1913, était un pays agricole par excellence : c'est aussi le motif pour lequel elle subit dans les années d'avant-guerre, des fluctuations économiques suivant l'état de ses cultures dont les principaux éléments sont le blé et le maïs.

Comme terre cultivée, nous trouvons en 1908-09, en moyenne 6 mill. hect. et en 1915, 6,1 mill. hect. (1), pendant que la production de céréales en 1915 est de 582 wag. à côté de 497.000 wag. de moyenne entre 1905 et 1909, dont la valeur en 1909 est de 1.314 mill. fr. à côté de 1.346 mill. fr. en 1913.

Le rendement de ces terres a été, en ce temps, en moyenne pour le froment, d 14,3 hl. par hect.

(1) De la superficie de 139.693 km² nous trouvons :

7.826.796 ha. terrains cultivables ;

3.755.600 ha. forêts ;

180.000 ha. terrains pétrolifères, usines et carrières.

[Après Romanesco : Le mouvement bancaire Roumain. Thèse, Paris 1929.]

Pour le maïs, de 17,4 hl. par hect.;

Pour l'avoine, de 22,2 hl. par hect.;

Pour l'orge, de 6,2 hl. par hect.

D'après les statistiques, ces terres ont été réparties presque uniquement entre la grande et la petite propriété. En rapport avec son territoire, la Roumanie occupait le premier rang pour la culture du blé en Europe : pourtant la production de ces céréales en Roumanie est très faible en comparaison des résultats obtenus dans les autres Etats.

Ceci est dû aux méthodes rudimentaires de son exploitation et du manque de capitaux, ce qui, d'ailleurs, a été observé par M. Flandin, ministre du commerce de la France, dans son récent voyage à travers l'Europe orientale (2).

La Roumanie, quoique cultivant un territoire 80 % plus grand que celui de l'Allemagne, a un rendement de 700 millions de tonnes de moins que ce pays.

L'intensité de la production est, pour la Belgique, de 28,4 hl. par ha.

Pour la Hollande, de 33,3 hl. par ha. Mais pour la Roumanie, elle n'est que de 12,2 hl. par ha.

La valeur de la production agricole est, d'après M. Xenopel, dans les dernières années avant la guerre :

En 1911, de 1.394 millions de lei;

En 1913, de 1.350 millions de lei;

En 1913, de 1.356 millions de lei (3).

(2) De 7.351.665 habitants en 1913, 6.015.022 formaient la population campagnarde, qui donne un pourcentage de 81,8 % pour la population entière, pourcentage qui est pour la France de 46,6 % ; pour l'Allemagne de 32,7 %, et pour l'Angleterre de 10,73 %.

Voir Romanesco : op. cit.

(3) Cité par M. Radulesco, op. cit.

En ce qui concerne la production pétrolifère, la Roumanie a occupé la quatrième place après les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et le Mexique avec 3,3/4 de la production mondiale, qui a été en 1913 de 1.885.225 tonnes, à côté de 63.63 % pour l'Amérique; 18,2 % pour la Russie et 5,9 % pour le Mexique.

Pourtant, nous observons que les forces productrices du sol roumain, à cet égard, n'étaient exploitées qu'à 12 % seulement (voir : « Les forces économiques de la Roumanie », page 44).

Dans cette production, les capitaux roumains investis n'atteignaient même pas la 1/10^e partie du capital global, tandis que les capitaux allemands, hollandais et anglais tenaient le premier rang avec 75 % des 520 millions de francs souscrits (4).

En ce qui concerne la production pétrolifère roumaine, les différents intérêts étrangers qui s'y rencontraient sont : la société Romana-Americana appartenant au Standard Oil, la société Astra-Romana appartenant au Royal Dutch C^o, puis la Steaua Romana représentant le groupe Europaeische Petroleum Omnium et la société Concordia et Crédit pétrolifère, qui appartenait à la société allemande Deutsche Erdoel Aktiengesellschaft. Les intérêts

(4) D'après Emilian : le capital investi dans l'industrie en Roumanie (dans les annales statistiques et économiques 1918) du capital engagé de 403.646.949 lei se répartissent :

110.353.575 lei capital allemand.....	27,34 %
97.901.246 — — hollandais	24,25 %
95.421.188 — — anglais	23,64 %
32.725.940 — — roumain	8,19 %
25.000.000 — — américain	6,19 %
20.350.000 — — français	5,07 %
14.396.000 — — belge	3,56 %
7.500.000 — — italien	1,85 %

Radulesco : op. cit. : p. 14.

franco-belges étaient représentés par les sociétés Alfa et Columbia, appartenant à l'Omnium international des pétroles (5).

Les revenus du bois dans l'ancien royaume roumain étaient en 1913 de 19 mill. lei or et les forêts occupaient 18 % de la superficie totale de la Roumanie avec 2.757.827 ha.

L'apport de ces trois facteurs principaux de la richesse de la Roumanie figure dans l'exportation des dernières années avant la guerre comme suit :

	1911	1912	1913
	en millions or lei		
Céréales	557	486	448
Pétrole	40	68	132
Bois	25	24	23 (6)

Dans l'industrie roumaine, en général, plus d'un milliard de lei or étaient investis dont :

32 % en industrie encouragé par l'Etat;

8 % — appartenant à l'Etat;

4,2 % — non encouragée par l'Etat;

35,3 % — pétrolifère;

14 % — moyenne et petite;

2 % — de mines, carrières et scieries;

4,9 % — dans les moulins (7),

et dont la production totale atteignait plus qu'un demi-milliard par an.

Les capitaux étrangers exploitant l'industrie roumaine s'élèvent à une somme totale de 510 millions de lei or.

(5) Cité par M. Radulesco, op. cit.

(6) Voir Romanesco, op. cit.

(7) Voir Romanesco, op. cit.

Les textiles, les céramique, l'alimentation n'appellent qu'un faible pourcentage de ce capital — seulement 23 %, 27 %, 31 % respectivement, le reste étant pris sur le capital roumain.

Deux autres industries connaissent une faveur différente, le gaz, l'électricité absorbent par exemple jusqu'à 94,95 % de ce capital.

Les intérêts roumains n'étant représentés que par cet appoint insignifiant de 5 % (8).

En ce qui concerne les exportations et importations ils étaient en 1913 :

EXPORTATIONS

	tonnes	valeurs (lei)
Céréales et leurs dérivés.....	2.694.947	448.412.268
Fruits, légumes et autres ré-		
duits végétaux	164.927	34.423.569
Produits alimentaires végétaux.	12.490	11.245.569
Pétrole et leurs dérivés.....	1.056.497	131.480.837
Animaux vivants.....	3.538	2.899.125
Boissons	276	134.731
Bois et industries dérivés.....	283.359	23.717.772
Total.....	4.569.076	670.705.885

(8) D'après Emilian, op. cit., p. 17, le capital étranger était ainsi réparti :

120.820.175 lei,	soit 28,7 %	allemand. Majorité pétrole.
97.901.246	— 19,5 %	hollandais. Seilmt. Pétrole.
96.922.938	— 18,8 %	anglais. Majorité pétrole.
65.539.525	— 12,9 %	austro-hongrois. Majorité forêts.
57.945.327	— 11,3 %	belge. Majorité sucre.
37.765.000	— 7,3 %	français. Majorité pétrole.
25.000.000	— 4,6 %	américain. Majorité pétrole.
7.550.000	— 1,4 %	italien. Majorité pétrole.
1.577.025	— 0,4 %	bulgare. Majorité pétrole,

IMPORTATIONS

	tonnes	valeurs
Métaux et fabrications métal-		
liques	791.282	222.127.802
Produits et fruits exotiques...	35.290	15.459.993
Matières textiles et industries.	23.560	64.901.902
Matières et produits chimiques	26.716	13.550.791
Huiles grasses et leurs dérivés	5.553	4.549.995
Papiers, cartes et dérivés.....	6.394	22.679.432
Peaux, sellerie, fourrures.....	5.054	22.679.432
Divers		227.145.543

Total..... 1.374.116 590.613.640

dont la balance commerciale a un excédent en plus de 80.692.695 lei or.

Les pays dans lesquels la Roumanie exportait en première ligne étaient la Belgique, l'Autriche et l'Italie, et ceux desquels elle importait : l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre.

La France en 1913, à l'égard des importations et des exportations en Roumanie occupait la quatrième place.

La balance commerciale des dernières quatre années fut la suivante :

	Import.	Export.	Solde
	en millions de lei or		
1910.....	409	616	+ 206
1911.....	570	691	+ 121
1912.....	638	642	+ 4
1913.....	590	670	+ 80 (8)

(9) Les Etats vers lesquels se dirigeait le commerce extérieur étaient les suivants :

Nous donnons encore, pour mieux relever l'état de la richesse roumaine, quelques chiffres sur l'estimation de la fortune nationale et de l'avoir de l'Etat roumain.

M. Xenopel estime la fortune nationale d'avant-guerre:

Propriété foncière rurale.....	11.499 millions
Vignes et terrains inindables.....	900 —
Bétail et machines agricoles.....	1.200 —
Propriété foncière urbaine.....	2.000 —
Avoir industriel	1.300 —
avoir com. des sociétés en nom coll.	
et firmes industrielles.....	500 —
Total.....	17.300 millions
Capital mobilier	3.200 —

AVOIR DE L'ÉTAT ROUMAIN

Chemins de fer.....	1.060 millions
Forêts	500 —
Pêcheries	° 60 —
Terres de culture.....	200 —
Salines	100 —

Année 1913	importation	exportation	solde
Belgique	16,4	182,0	—
Autriche-Hongrie	138,1	35,8	—
Italie	21,8	71,3	—
France	34,1	63,5	—
Allemagne	237,8	52,4	—
Hollande	»	45	—
Angleterre	55,7	44,8	—
Turquie	15,2	36,8	—
Egypte	»	23,6	—
Etats-Unis	70	55,4	—
Russie	12,9	»	—
Total	590	670	+80
(Annuaire statistique de la Roumanie 1915-16.)			

Flotte, docks, fabrique de tabac et établissements militaires.....	100	—
Pétrolifères.....	300	—
Edifices	200	—

Total..... 2.520 millions

Tel était l'état économique de la Roumanie en 1913. Mais pour comprendre d'autre part, le grand progrès accompli depuis qu'elle a été érigée en Etat indépendant on devra comparer ces chiffres avec ceux de quelques années précédentes, par exemple 1893 et 1901.

Ainsi les exportations et importations montrent :

	Importation		Exportation		Total
	Tonnes	Lei	Tonnes	Lei	
1893	727.125	430.489.731	2.895.490	370.651.787	801.141.518
1905	731.039	337.537.985	3.463.945	457.101.394	794.639.379
1913	1.374.116	590.612.640	4.569.076	670.705.885	260.717.970
Augment.	646.991	160.132.909	1.673.586	300.054.098	

L'augmentation entre 1893 et 1913 pour les importations est de 91 % et pour les exportations de 59 %. Et si nous regardons les balances commerciales qui, pour 1893, présentent un déficit de 60 millions lei, en 1913 elles présentent un excédent de 80 mill. lei, ce qui démontre le grand développement qu'a pris le jeune Etat roumain.

Nous observons, d'autre part aussi, la grande influence du capital étranger, surtout du capital allemand, dans l'économie roumaine, influence qui a son motif dans la recherche de l'Allemagne des nouveaux débouchés. Ceci a provoqué d'ailleurs en Roumanie le soi-disant courant de la « nationalisation économique », point essentiel

dans le progrès du parti libéral de M. Bratiano dont la devise est « par nous-mêmes ».

Les chiffres donnés plus haut représentent donc l'état économique général de la Roumanie quand la grande guerre mondiale éclata.

En ce qui concerne les traités de commerce de la Roumanie, les conventions et accords commerciaux existant à la veille de la guerre et qui ont été dénoncés à ce temps, tous étaient conclus après la réforme du tarif douanier de 1904, qui, d'ailleurs, avec toutes les modifications survenues entre temps, est resté la base organique de la politique douanière roumaine jusqu'en 1927.

Chronologiquement ces conventions étaient les suivantes :

DATE DE CONCLUSION		ENTRÉE EN VIGUEUR	OBSERVATIONS
Hollande.....	3/15 mars 1899.....	.. 12 décembre 1899	sauf liste de tarif; convention conclue avant le tarif de 1904.
Turquie.....	1/14 juillet 1902.....	3 juillet 1902	seule convention commerciale de tarif avant le tarif de 1904.
Allemagne.....	25 sept.-8 octob.....	16 février 1906	avec liste de tarif.
Suisse.....	16/19 décembre 1904..	11 juillet 1905	sans id.
Angleterre.....	18/31 octobre 1905...	16 février 1906	avec id.
Russie.....	24 février 1906.....	23 mars 1906	sans id.
Belgique.....	23 mai-5 juin 1906....	9 janvier 1907	avec id.
Italie.....	22 nov.-5 déc. 1906...	1 ^{er} avril 1907	avec id.
Serbie.....	25 décembre 1906....	7 avril 1907	sans id.
France.....	21 févr.-6 mars 1907..	21 juillet 1907	avec id.
Bulgarie.....	20 novembre 1907....	2 janvier 1908	sans id.
Espagne.....	18 nov.-1 ^{er} déc. 1908..	11 janvier 1909	sans id.
Autriche Hongrie.....	10/22 avril 1909.....	20 septembre 1910	avec id.
Suède.....	Moniteur off. du 13 avril 1910.	27 avril 1910	sans id.
Norvège.....	) 19 juin 1930.	19 juin 1910	sans id.
Danemark.....	) 10 juin 1910.	8 juin 1910	sans id.

Tous ces 16 traités commerciaux, à caractère conventionnel et qui ont dominés la politique douanière roumaine prévoyaient aussi la clause de la nation la plus favorisée. Ces traités, comme nous l'avons signalé plus haut, pour les pays ennemis, ont été dénoncés dès l'entrée en guerre de la Roumanie en 1916. Quant aux pays non combattants, la Roumanie maintint les accords jusqu'en 1921, ou les laissa arriver à expiration normalement.

PREMIÈRE PARTIE

Les accords commerciaux de la Roumanie d'après guerre jusqu'en 1929

Si on admet que les traités de commerce d'un pays — comme instruments de réglementation de son commerce extérieure — sont en fonction des intérêts de diverses branches de la production intérieure, on ne peut pas parler de pareils traités sans jeter un coup d'œil sur le développement économique de ce pays.

Une nation dans sa politique commerciale peut rester fidèle aux principes de la liberté commerciale sans avoir du tout des conventions commerciales. Dans ce cas ce sera le tarif général qui réglera toutes les relations.

D'autre part, un Etat peut avoir des conventions avec tout le monde entier et prohiber justement par ces traités-ci, l'importation de presque toutes les marchandises étrangères.

Mais, d'autre part, le commerce extérieur n'est pas influencé par des considérations économiques seulement — l'état financier de ce pays ne joue pas un moindre rôle — et c'est le motif principal qui a dominé la politique extérieure commerciale roumaine jusqu'en 1929.

Après la guerre, qui causa d'énormes pertes à la Roumanie (voir l'annexe : « Les dommages de guerre de la

Roumanie »), la situation financière dans son instabilité ne permettait pas la conclusion de traités à longue vue. Cette instabilité des conjonctures, les fluctuations continues du change et du prix des marchandises écartait des accords commerciaux les conventions des tarifs pour les remplacer par la clause de la nation la plus favorisée.

Avant de nous occuper des traités commerciaux proprement dits, nous allons étudier le régime d'importations et d'exportations, insitué par le gouvernement roumain pendant le temps de cette instabilité financière, et en considération du désarroi qu'elle causait.

Le traité de Versailles a créé la grande Roumanie. Le traité de Bucarest étant annulé, la Roumanie se voit, après l'annexion des nouveaux territoires de la Transylvanie, Boucovine et Bessarabie, devant un changement profond de sa structure économique. Pendant que la Roumanie d'avant-guerre était un pays presque exclusivement agricole et en liens avec ses anciens voisins l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, par l'apport économique de nouvelles provinces, elle change son caractère agraire simple en celui d'agraire-industriel.

Les lois intérieures, comme la réforme agraire, la loi des mines, etc., changent aussi beaucoup l'aspect économique pour une période déterminée, pendant que la reconstitution de la production nationale est empêchée par la désorganisation des chemins de fer, le manque de bestiaux, d'outils et machines agricoles, détruits pendant la guerre et pendant l'occupation ennemie.

La production pétrolifère est même insignifiante pendant que les apports économiques des nouveaux terri-

toires jusque maintenant orientées vers d'autres centres économiques, s'englobent difficilement dans le nouveau cadre.

La politique de commerce extérieur, d'autre part, influencée par l'abaissement continue de la valeur des monnaies nationales se transforme en un simple corollaire de la politique financière de l'Etat, c'est ainsi que se sont trouvés remis en honneur les moyens mercantiles des prohibitions d'importations et d'exportations, taxes générale à l'exportation et augmentation des taxes d'importation pendant toute cette période de transition à un état normal.

I. — RÉGIME D'IMPORTATIONS

Si nous examinons maintenant en fait le régime d'importations roumain après la guerre nous le reconnaitrons assez compliqué et variable dans ses détails en raison de nombreux changements apportés dans les autorisations ou les prohibitions d'importations.

Le premier décret-loi relatif à la réglementation des importations après la guerre a été celui, au n° 2.969, du 10 juillet 1919 (*Moniteur Officiel* 6/8/1919), d'après lequel les marchandises de luxe qui sont prévues dans un tableau (A) annexé sont prohibées à l'importation de façon absolue.

Les marchandises de luxe ou celles peu nécessaires (prévues aussi dans ce tableau) ne pourront être importées que si le Ministre de l'Industrie accorde une autorisation spéciale.

Les raisons de cette réglementation se trouvent expo-

sées dans le rapport présenté par le Ministre de l'Industrie et du Commerce au Conseil des Ministres.

A une époque où la Roumanie n'exporte rien, une importation considérable amène une dépréciation du change et par suite une augmentation du coût de la vie. Nous devons en conséquence réduire dans le premier temps nos importations jusqu'au jour où par la concurrence entre les pays exportateurs les prix de vente s'abaissent. Les marchandises dont la consommation ne nous est absolument nécessaire peuvent être répartis en deux catégories :

1° Marchandises de luxe proprement dites dont la valeur est considérable et que nous pouvons nous dispenser de consommer.

2° Marchandises peu nécessaires mais occupant dans les habitudes de certaines classes sociales une trop grande place pour être négligées.

L'importation de marchandises de la première catégorie devra être absolument interdite. Celles de la seconde pourront être importées seulement en vertu d'une autorisation spéciale du Ministère qui aura soin de n'en permettre l'importation qu'en petites quantités. Un tel régime vise en premier lieu les nécessités du change et non la protection de l'industrie nationale qui doit dériver d'un remaniement du tarif douanier, accomodé aux circonstances économiques réelles qui traverse la Roumanie.

Le tableau A des marchandises prohibées à l'importation annexé au décret-loi au n° 2.969 comprenait 70 articles du tarif des douanes. Ce nombre a été jugé plus tard insuffisant; deux décisions ministérielles furent rendues

en novembre 1920 pour restreindre l'importation, en augmentant encore le nombre, et en prohibant de nouveaux articles.

L'ancienne liste se trouva ainsi grossie de 59 articles du tarif douanier qui jusqu'alors figuraient dans le tableau B (marchandises pouvant être importées sur autorisation spéciale). Nous arrivons ainsi à un total de 129 articles, c'est-à-dire à 15 % environ du tarif douanier d'importation.

Ce régime a d'ailleurs été modifié depuis par des nouvelles décisions ministérielles qui ont fait passer certaines marchandises d'un tableau à l'autre.

Un nouveau journal (2.742 du 11 oct. 1921 *Moniteur Officiel* 153) modifie l'ancien décret-loi en ce sens qu'il prohibe seulement quelques articles, il en réduit le nombre de 129 à 76; plus tard même ce dernier chiffre a été ramené à 46. Ainsi l'importation de deux tiers du nombre des articles précédemment prohibés est laissé libre après acquit des taxes des douanes. Certaines marchandises sont soumises à la taxe de luxe simple ou double de la taxe ordinaire; d'autres sont frappés de la taxe en or décomptée au cours du jour.

Les prohibitions d'importations ont donc suivi depuis 1923 jusqu'à nos jours une évolution continue vers la liberté. Le régime inauguré par le journal du Conseil des Ministres en 1921 (11 oct.) a duré jusqu'au 31 août 1929, date de la mise en vigueur du nouveau tarif douanier.

II. — RÉGIME D'EXPORTATION

Le régime de l'exportation après la guerre a été très variable, très instable et assez inconséquent. La substitution au régime normal d'exportation libre; d'un régime exceptionnel de prohibition et de restrictions basées sur les permis et sur les contingentements a fait sur l'exportation qu'elle ne résulte plus d'une libre activité professionnelle, déterminé sur le marché par les circonstances, mais qu'elle devient une annexe de l'administration sur ce marché.

La prohibition générale de l'exportation décrétée en temps et pour raisons de guerre, est restée, après la conclusion de la paix, une mesure nécessaire de politique commerciale extérieure, tant à cause de l'épuisement du pays, dévasté au temps de l'occupation qu'en raison des maigres récoltes survenus en 1920 et 1921.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, sur la base des rapports émanant de ses divers services, pouvait seul délivrer des autorisations d'exportation pour certains articles lorsque la consommation à l'intérieur était assurée, ou approuver des exportations compensées par des importations de valeur égale, soit entre particuliers, soit d'Etat à Etat.

En même temps on instituait la Commission d'exportation dont le rôle était d'examiner les demandes d'exportation et ensuite d'approuver ou de rejeter ces demandes.

Une première réglementation de l'exportation fut établie en vertu de la loi de 1920 sur la réglementation de l'exportation, dont nous avons parlé ci-dessus par le

journal 3.577 du 25-11-20 lequel entre autres dispositions répartissait les marchandises en trois catégories.

Le tableau n° 1 comprenait les marchandises prohibées à l'exportation. Parmi elles figuraient les substances alimentaires, certaines matières premières, surtout les métaux précieux (or et argent).

Dans le tableau n° 2 figuraient les marchandises et produits du pays réservés à l'Etat pour des compensations, à savoir : blé et ses dérivés, seigle, haricots et bétail de toute espèce.

Le tableau n° 3 énumérait les marchandises et les produits de Roumanie dont l'exportation était libre, tout en restant soumise à l'accomplissement de certaines conditions déterminées pour chaque article et après réserve d'une quote-part pour la consommation intérieure. Les tableaux ont été l'objet d'une série de modifications provenant, soit du passage d'une marchandise d'un tableau à l'autre, soit de l'inscription sur les tableaux de nouveaux articles, et toujours avec une tendance générale à augmenter le nombre de prohibitions.

Aussi toute une série de journaux du Conseil des Ministres ont décidé la prohibition complète, reconnue nécessaire à l'exportation de tous les articles alimentaires, de première et absolue nécessité afin d'assurer l'approvisionnement intérieur à des prix convenables, et faciliter l'exécution des contrats passés par l'Etat et d'arrêter la baisse de la monnaie nationale.

La modification la plus importante au régime de l'exportation résulte du journal du Conseil des Ministres n° 4.425 du 27.11.21, qui a établi trois listes de marchandises correspondant à trois régimes différents :

1° Marchandises dont l'exportation est prohibée : certaines matières premières, des substances alimentaires, des outils semi fabriqués et des moyens d'emballage (secs).

2° Marchandises ne pouvant être exportées que moyennant compensation telles que les céréales, les farines, l'argent et l'or.

3° Marchandises ne pouvant être exportées que sur l'autorisation spéciale après satisfaction de la consommation intérieure.

L'introduction du troisième régime — celui des permis — a eu pour conséquence de laisser l'exportation à la discrétion des administrations publiques qui pouvaient la diriger non seulement pour des considérations économiques basées sur des études et sur des statistiques, mais souvent pour des raisons de favoritisme politique et personnel.

Une première étape, très importante vers la normalisation et la liberté du commerce d'exportation fut franchie le 18.10.23. La décision ministérielle 64.361 supprima la Commission de l'exportation, qui décidait les autorisations d'exporter, et maintint seulement deux catégories de marchandises, celles dont l'exportation restait libre contre paiement de taxes. Le régime de permis fut ainsi aboli, on a seulement maintenu, à titre exceptionnel, que les marchandises et les outils ne peuvent être exportés sans l'avis de la Commission industrielle.

Le maintien des prohibitions d'exportations est justifié par la nécessité de garder dans le pays les minerais, les métaux et les sésames de bois, que la Roumanie produit en quantités insuffisantes et qui doivent être tra-

vaillés et conservés chez nous pour les besoins intéressant la défense nationale et les intérêts vitaux du pays.

La prolongation des mesures de réglementation et de contrôle de l'exportation s'explique par la nécessité de protéger la monnaie nationale.

Il est vrai, dit l'*Exposé Officiel*, que la dépréciation de la monnaie à l'intérieur stimule l'exportation et entraîne par suite une importation payable en devise étrangères, ce qui nous mène très loin de la dépréciation de notre monnaie intérieure. En même temps l'ouverture des frontières pour l'exportation des produits agricoles a comme conséquence immédiate une forte baisse du prix de ces produits jusqu'à concurrence de leur cours sur le marché mondial. Le résultat est une augmentation de la circulation monétaire à l'intérieure pour que les transactions conclues sur les nouveaux prix soient possibles, ce qui aboutit à une nouvelle dépréciation de notre change.

La protection de la monnaie nationale, la sécurité assurée à la consommation intérieure, grâce au contrôle de l'exportation, se concilient fort bien entre elles et provoquent à l'intérieur une tendance vers une offre plus considérable par suite d'une exportation difficile. Le résultat est une baisse de cours sur les marchés de l'intérieur.

L'abaissement du prix des produits alimentaires profite à tous les consommateurs et se représente en même temps que la réduction du coût des matières premières sur les prix de revient des produits fabriqués devenus des lois d'un placement plus aisé à l'intérieur et capables de soutenir la concurrence sur les marchés étrangers.

C'est pour cette raison que le maintien des taxes à l'exportation s'est imposé, en ces dernières années, comme une mesure nécessaire de politique commerciale extérieure, car elles constituent :

a) Un moyen de modérer les prix à l'intérieur et par conséquent de les stabiliser, dans l'intérêt d'une production normale;

b) Un obstacle à l'accroissement désordonné de la circulation fiduciaire qui proviendrait d'une hausse brusque des prix jusqu'à leur parité sur les marchés mondiaux.

Grâce aux devises de valeur forte qui procurent à l'Etat les taxes de l'exportation, la Banque Nationale réalise la couverture strictement nécessaire à l'émission pour le maintien du cours du lei et par conséquent sa stabilisation se trouve assurée, ce qui est le but suprême de toute politique de la monnaie et le change.

Un deuxième pas vers la normalisation consiste dans la réduction sans cesse poursuivis des prohibitions d'exportation. En 1923, ces prohibitions portaient encore sur 53 article; en 1926, 28 articles seulement sont prohibés.

Enfin une troisième série de mesures importantes destinées à rendre plus libre le commerce d'exportation consiste à chercher une réduction progressive et continue de taxes à l'exportation.

Comme il est naturel, ces taxes demeurent élevées pour les matières premières et les substances alimentaires, elles ont été au contraire abaissées peu à peu pour les produits travaillés suivant le degré de transformation et pour les articles complètement fabriqués, elles ont été réduites à une simple taxe de statistique.

III. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA ROUMANIE

Après la guerre, le commerce extérieur de la Roumanie accuse, pendant les trois premières années, un déficit de plus de 10 milliards causé par l'état mauvais de l'agriculture et les dévastations de la guerre qui en étaient la cause.

Les récoltes favorables de 1922 et 1923 font solder la balance commerciale avec un excédent de 8 milliards en trois années. De même, après la récolte défavorable de 1925 et 1927, les années apportent de bonnes récoltes et un excédent de 5 milliards dans la balance commerciale.

Si les dernières deux années laissent un déficit de plus de 6 milliards, malgré la baisse des importations, c'est dans un manque de pluie suffisante qu'il faut chercher la raison, en 1928, et la baisse des prix mondiaux de céréales.

C'est cette balance commerciale qui nous démontre le caractère encore purement agricole de la production d'exportation roumaine.

Si les importations de la Roumanie en 1919 et 1920 contiennent encore des produits agricoles, la normalisation commencée depuis 1921 laisse accroître ses importations qui, ne contenant maintenant que seulement des articles industriels, prouvent la possibilité d'une saine consommation des produits industriels dans un Etat agricole.

Les tableaux qui suivent montrent aussi la crise monétaire qui domine la Roumanie depuis 1926, a fait recu-

ler les importations de son maximum de 37 milliards à 29 milliards. Ce recul est encore plus grand si l'on considère que les objets importés qui sont surtout des objets industriels, sont propres d'une manière à habituer les consommateurs à eux et leur défaut se sentira maintenant.

Nous avons indiqué encore pour les premières années des chiffres en lei or pour démontrer que les grandes différences entre les chiffres d'une année à l'autre sont dû aussi à la baisse du change.

En ce qui concerne les articles exportés, ils sont pour un tiers des céréales et denrées, pour un tiers de pétrole et dérivés, de 15 % des bois et 7 % de bétail.

EXPORTATIONS

	<i>Tonnes</i>	<i>Lei papier</i>	<i>Lei or</i>
1919.....	415.939	3.672.300.013	830.359.612
1920.....	304.485	6.980.280.194	695.934.562
1921.....	615.451	12.145.404.533	780.549.511
1922.....	583.668	12.325.366.301	117.310.796
1923.....	699.124	19.516.026.000	489.852.252
1924.....	825.754	26.192.119.394	73.147.949
1925.....	899.925	30.097.931.355	746.482.697
1926.....	917.614	37.135.032.000	—
1927.....	445.810	33.428.547.000	—
1928.....	—	32.145.000.000	—
1929.....	—	29.772.370.000	—

IMPORTATIONS

1919.....	109.114	104.384.720	23.037.707
1920.....	1.467.118	3.447.877.697	343.750.415
1921.....	2.713.158	8.265.008.727	351.311.461
1922.....	4.069.963	14.039.296.233	509.626.453
1923.....	4.833.419	24.504.129.000	617.321.637
1924.....	1.900.734	27.823.601.508	715.066.560
1925.....	4.663.892	29.042.950.917	719.818.932
1926.....	6.103.675	38.223.520.000	—
1927.....	3.550.147	37.703.198.000	—
1928.....	—	26.919.000.000	—
1929.....	7.057.100	28.927.566.000	—

La Balance Commerciale

1919.....	— 3.567.915.000
1920.....	— 3.532.442.000
1921.....	— 3.882.359.000
1922.....	+ 1.715.950.000
1923.....	+ 5.078.103.000
1924.....	+ 2.096.462.000
1925.....	— 785.821.000
1926.....	+ 1.088.488.000
1927.....	+ 4.274.651.000
1928.....	— 5.226.000.000
1929.....	— 794.836.000

Pour les années 1919-1929 la Balance est déficitaire avec 3.627.785.000 lei.

IV. — ANALYSE DES TRAITÉS CONCLUS

Après ce que nous avons montré dans notre exposé sur les régimes d'importation et d'exportation, nous donnons en ordre chronologique les accords commerciaux qui ont été conclus par la Roumanie. Nous savons que toutes les conventions commerciales conclues avant la guerre ou ont expirés ou ont été dénoncés.

A part les conventions conclues avec la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Turquie, qui sont d'une importance grande, la Roumanie a conclu des conventions provisoires avec plusieurs États, par lesquelles elle accorde la clause de la nation la plus favorisée.

Avec la *France* une convention de commerce par une note du Ministère des Affaires étrangères du 26 juillet 1921.

Avec la *Belgique*, un arrangement provisoire (note du Ministère des Affaires étrangères (n° 51.593) du 6 octobre 1922.

Avec la *Hollande* il y eut, le 18 et le 19 décembre 1922, un échange de notes par lesquelles les gouvernements néerlandais et roumain s'accordaient pour leur commerce réciproque la clause de la nation la plus favorisée. Cette convention ne peut être dénoncée qu'après un préavis fait trois mois à l'avance.

Avec la *Suisse*, la Roumanie a conclu un arrangement provisoire sous les mêmes conditions, le 1^{er} février 1923.

Avec la *Suède* et le *Danemark* nous avons deux accords économiques provisoires. Le premier fut passé le 18 décembre 1922, le deuxième le 8 mai 1923. Ces deux

accords prévoient aussi pour leur dénonciation un préavis de trois mois.

De même des conventions avec l'*Autriche*, l'*Espagne* (12.5.23) et l'*Italie* (juin 1921) et aussi la *Finlande*, prévoient simplement les deux stipulations mentionnées.

Par suite de la dénonciation de la convention commerciale existant entre la Roumanie et la *Norvège* (elle datait du 31 mars 1910) la dite convention a cessé d'être effective à partir du 5 avril 1922.

Le 1^{er} octobre 1924 a eu lieu à Kristiania une échange de notes entre les deux gouvernements, qui prévoyaient encore dans l'une des clauses du traité des traitements plus favorisés pour les navires norvégiens dans les eaux et ports roumains et réciproquement pour les navires roumains. Par cette clause la Norvège obtient pour ses navires un traitement que les mettaient sur un pied d'égalité avec les navires nationaux, la Roumanie ayant accordé ce traitement aux autres Etats aussi.

En ce qui concerne l'*Angleterre*, le 11 et le 23 mai 1923 a eu lieu un échange de notes par lequel les deux pays s'accordent réciproquement la clause de la nation la plus favorisée. Cet accord pourra toutefois être révoqué à n'importe quel moment moyennant un préavis de trois mois.

D'autre part, cette stipulation ne s'applique pas aux Indes ou tout autre Dominion Britannique ayant un gouvernement autonome, aux colonies, possessions, protectorats ou mandats britannique, à moins qu'une note d'adhésion ne soit pas donnée par le Ministre de l'Angleterre à Bucarest au nom d'un des dits territoires. Toutes les marchandises de ces territoires jouiront en Roumanie

de la clause de la nation la plus favorisée, tant que ces pays accorderont aux marchandises ou ressortissants roumains un traitement aussi favorable que celui qui sera accordé aux produits de l'industrie de tout autre pays étranger.

En ce qui concerne l'Inde et tout Dominion autonome, colonie, possession ou protectorat de la Grande-Bretagne ou tout territoire sous mandat anglais qui aurait adhéré à cet accord, chacun de ces gouvernements respectifs aura le droit de dénoncer séparément l'accord après un préavis de six mois.

Avec le gouvernement des *Etats-Unis de l'Amérique* nous avons un accord commercial du 26 février 1926 qui prévoit en matières douanières la clause de la nation la plus favorisée.

Elle traite des droits d'importation et d'exportation et autres droits et taxes de commerce, comme aussi en ce qui concerne le transit, l'entreposage, le traitement des échantillons et des voyageurs de commerce. Les Etats-Unis ne font pour leurs possessions et colonies, aucune réserve, sauf en ce qui concerne l'application de la clause de la nation la plus favorisée. De ce cadre sortent Cuba et les territoires consistant des possessions des Etats-Unis dans la zone du canal de Panama, favorisés par les Etats-Unis. L'accord ne concerne non plus les restrictions d'ordre sanitaire ou celles destinées à la protection de la vie humaine, animale ou des plantes ou règlements ayant à faire avec l'application des lois de police ou du fisc.

Du point de vue de la clause de la nation la plus favo-

risée, il est intéressant de noter les termes par lesquels elle est fortifiée dans cette convention :

« Toute concession en matière de droits, taxes ou règlements touchant le commerce de ce qui est maintenant accordé, ou qui serait dorénavant accordé par les Etats-Unis ou par la Roumanie, par loi, proclamation, décret ou traité, ou accord de commerce, aux produits d'un autre pays, le deviendra immédiatement, sans demande et sans compensation, au commerce de la Roumanie et des Etats-Unis, ses territoires et possessions réciproquement.

Notre accord avec la *Grèce*, conclu le 28 mars 1927, à Athènes, prévoit aussi le traitement réciproque sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, en faisant abstraction des éventuels regains de faveur qui, pour des raisons locales, seront accordées par l'un des deux pays aux Etats limitrophes, pour faciliter le trafic à la frontière.

En ce qui concerne les chalands portant pavillon grec pour trafic dans les eaux du Danube, ils jouiront des mêmes facilités qui sont ou qui seront accordées par le gouvernement roumain aux chalands de la nation la plus favorisée. Le gouvernement roumain consent notamment que les taxes d'exportations prévues par les lois et règlements roumains, auxquelles soient imposées les marchandises destinées à l'exportation et qui seront chargées sur des chalands battant pavillon hellénique, seront payées au port d'exportation, contre la présentation d'une lettre de garantie d'une banque agréée par le Ministère des Finances roumain.

La Roumanie a conclu encore en matière purement

commerciale, trois conventions d'une portée très grande, c'est la convention commerciale entre la Roumanie et la *Tchécoslovaquie*, signée à Bucarest le 23 avril 1921. Le premier article vise l'accord de la nation la plus favorisée aux ressortissants, navires et marchandises de la clause de la nation la plus favorisée, sans déroger les lois intérieures. Dans le deuxième article, les termes s'appliquent aussi pour les marchandises d'entrepôt transit, aux taxes d'exportation et importation.

Comme ce traité a formé une base pour toutes les relations du nouvel Etat tchécoslovaque avec la Roumanie, il prévoit, en dehors des stipulations commerciales, des dispositions touchant le droit privé. Par exemple, l'article 4 vise l'exemption des étrangers de tout service militaire ou contribution en compensation, que toutes réquisitions militaires doivent être indemnisées. Le trafic de chemin de fer et transit par navires, voitures et wagons, est traité dans la clause de la nation la plus favorisée, qui constitue, comme nous l'avons indiqué plus haut, la base de toute la convention.

En ce qui concerne les restrictions à l'importation et à l'exportation, on recommande leur abolition, les hautes parties contractantes stipulant en même temps que ces restrictions ne joueront pas pour les contrats spéciaux d'importation ou d'exportation des marchandises à titre de compensation.

Un annexe visé par l'article 9 du traité contient des dispositions détaillées relatives à l'exécution des transports par chemin de fer.

Cet annexe accorde aux parties contractantes le régime de la convention internationale de _____ sur le

transport de chemin de fer du 14 octobre 1890, avec toutes les conditions complémentaires, dans le but de faciliter leurs relations ferroviaires, même des trains complets directs. L'annexe vise encore la nécessité d'un accord international sur l'échange et l'utilisation mutuelle du matériel, surtout, les deux Etats s'obligent à y adhérer. Provisoirement, on reconnaît les principes de la conférence de Vienne du mois d'août 1920 sur l'échange des wagons n'appartenant pas au parc commun de l'ancienne monarchie austro-hongroise. L'article 11 admet réciproquement aux sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, de s'établir sur leur territoire en pleine liberté, conformément aux lois et prescriptions intérieures, à l'exception des branches de commerce qui seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays. Le traité prévoit encore une réglementation concernant les voyageurs de commerce roumains et tchécoslovaques, qui seront munis d'une patente dont le modèle se trouve annexé sous B. Ces voyageurs auront le droit d'importer avec eux des échantillons ou modèles de marchandises en franchise moyennant l'obligation de les exporter dans un délai prévu par la loi douanière.

Les récipients vides, employés pour l'importation des produits de l'une des parties contractantes dans celui de l'autre, passeront selon l'article 13, libres de tous droits d'importation ou d'exportation. Il en est de même des objets de réparation dont l'identité sera hors de doute : ils pourront entrer et sortir une fois réparés en franchise (art. 14).

L'article 15 prévoit l'accord en principe des parties

contractantes pour réunir selon la possibilité de la situation leurs bureaux de douane.

Les navires et leur cargaison de l'une des parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre partie, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison. Cette égalité avec les nationaux concerne toutes les taxes ou charges quelconques sous quelle que dénomination que ce soit.

Le cabotage est réservé (art. 16, al. 6) dans chacun des pays, aux ressortissants nationaux seulement, sauf décision spéciale des gouvernements respectifs.

Le chargement ou déchargement des marchandises d'un même navire de l'une des parties, dans plusieurs ports de l'autre, ne sera pas considéré comme cabotage. Un annexe C et D règlera le trafic réciproque dans les zones frontières.

L'annexe vise le transport en franchise des médicaments ou préparations en petites quantités, l'importation et l'exportation des bêtes de labour, outils, semences et plantations nécessaires au travail agricole des habitants des districts limitrophes, de même tous les produits du sol récoltés sur les terrains séparés des bâtiments d'exploitation respectifs par la ligne douanière.

Pour supprimer la contrebande, les gouvernements roumain et tchécoslovaque conviennent de s'entraider réciproquement.

Pour faciliter aux habitants des zones limitrophes le passage de la frontière commune, les autorités administratives locales pourront délivrer des cartes d'identité dans le sens du petit trafic de frontière.

L'article 12 de l'annexe vise enfin l'exercice de la pro-

fession de médecin ou vétérinaire d'un ressortissant d'un Etat sur le territoire de l'autre.

L'annexe D prévoit une extension de la largeur de la zone qui a été fixée à 15 kilomètres, chaque fois qu'une pareille extension est nécessaire.

L'article 18 du traité, la date d'entrée en vigueur du traité, sa durée et des dispositions de sa dénonciation.

Un protocole final met à point quelques articles du traité, notamment l'article 13, en expliquant quels objets seront considérés récipients et l'article 16 sur le trafic des navires.

*
**

Le traité de Trianon a fixé avec la cessation des territoires hongrois, en ce qui concerne les relations de droit privé seulement des principes généraux qui ont demandé des conventions bilatérales ultérieures entre les deux Etats.

La Roumanie, pays succédant à la Hongrie pour les territoires de la Transylvanie et les Maramures, a dû conclure des accords relatifs à la répartition des biens départementaux, aux entreprises d'assurances privées, aux régimes des eaux et terrains inondables limitrophes, etc., etc.

Parmi ces arrangements, il faut porter aussi un accord commercial signé à Bucarest le 6 avril 1924. D'après cet accord, qui contient seulement six articles, les relations commerciales sont basées sur les principes de la clause de la nation la plus favorisée, de même les rapports en matière de chemins de fer.

Pour le transit et le trafic international des voyageurs et des marchandises, les deux parties s'appliqueront réciproquement les dispositions de la convention et du statut de Barcelone du 20 avril 1921, et le statut signé à Genève par la deuxième Conférence générale des communications et du transit le 8 décembre 1923.

En principe, on tombe d'accord pour entamer le plus vite possible des négociations en vue de la conclusion d'un accord spécial concernant les ponts et chaussées entrecoupés par la frontière.

L'annexe I règle le trafic de chemin de fer en précisant les points de passage de la frontière.

L'annexe 2 contient des dispositions pour l'amélioration du trafic local, sur la zone frontière, dispositions énoncées dans les termes habituels.

En raison des relations pas trop amicales entre les deux pays et l'« irridenta » de la frontière, cet annexe contient encore des stipulations concernant la police et la sûreté qui n'entrent pas dans le cadre de ce travail.

*
**

Le traité de Paix conclu à Lausanne le 24 juillet 1923, entre les puissances alliées d'un côté et la Turquie de l'autre, a été suivi aussi d'une convention commerciale entre l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, la Yougoslavie et la Turquie.

Ce traité constitue pour la Roumanie la base de ses relations commerciales avec la Turquie.

Celle-ci accorde à l'importation son tarif du 1^{er} septembre 1916, perçu en monnaie turque papier, majorée

périodiquement par des coefficients d'après le cours de change. Ce coefficient est établi toujours pour trois mois et réajusté chaque fois, d'après le cours moyen du dernier mois.

La Turquie s'engage de supprimer toutes prohibitions d'importation ou d'exportation autres que ceux nécessaires pour :

1° Réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et sauvegarder l'activité économique de la nation ;

2° Assurer la sûreté de l'Etat ;

3° Préserver les personnes, les animaux et les plantes contre les maladies contagieuses ;

4° Empêcher l'usage de l'opium et autres toxiques ;

5° Interdire l'importation des produits alcooliques, dont l'usage est interdit en Turquie ;

6° Empêcher l'importation de la monnaie ou de métal d'or ;

7° Et établir ou maintenir des monopoles d'Etat.

Pour les marchandises étrangères, on ne fera en Turquie aucun droit spécial ou d'accise, sauf des droits de consommation perçus pour des articles de dentifrices ou sanitaires de provenance turque et énumérés dans un tableau annexé.

La Turquie accorde et les autres puissances réciproquement le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages accordés aux territoires détachés de la Turquie, en vertu du Traité de Paix, ou pour le trafic dans la zone frontière à un Etat limitrophe.

Pour constater la provenance des marchandises, toutes

les parties contractantes pourront exiger un certificat d'origine qui sera établi d'après le modèle annexé.

Dans la section n° 3, la Turquie s'engage, à condition de réciprocité, à prendre toutes les mesures législatives ou administratives pour permettre tout recours en justice à l'effet de donner aux autres puissances contractantes des garanties contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales ; à adhérer à la convention internationale de 1883 et de 1911, pour la protection de la propriété industrielle, etc.

La durée de cette convention est de 5 ans. Dans la section I, la Turquie, d'une part, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie, d'autre part, reconnaissent la nécessité de procéder dans un délai le plus bref, à l'établissement d'un statut nouveau pour leurs échanges commerciaux, et sont d'accord pour se reconnaître le droit de dénoncer la présente convention à tout moment après l'expiration d'une première période de trente mois.

Les effets de la dite convention doivent prendre fin six mois après la dénonciation.

*
**

En ce qui concerne la Pologne, un échange de ratifications eu lieu le 15 novembre 1922, à Varsovie, par lequel une convention fut conclue, le 1^{er} juillet 19 , entre la Roumanie et la Pologne.

Cette convention, la première servant de base aux relations civiles et commerciales des deux pays, prévoit premièrement le régime des ressortissants d'un Etat sur le territoire de l'autre. Si les articles 1-3 comprennent les

conditions d'établissement et des principes généraux en cette matière, comme nous les trouvons dans tous les autres traités, à la base de la clause de la nation la plus favorisée, le traitement égal aux nationaux, l'article 4 réserve aux Etats contractants le droit de maintenir toutes sortes de prohibitions d'importations et d'exportations, en raison de l'état créé par la guerre.

Pour l'importation, l'exportation, transit, etc., des marchandises provenant du sol d'une des parties, le traitement à base de la clause de la nation la plus favorisée, est expressément stipulé. Tout de même, aucune des parties contractantes ne pourra demander des faveurs accordées ou qui pourraient être accordées aux pays voisins pour le trafic sur la zone frontière ou ceux résultant d'une union douanière.

L'article 7 admet l'importation en franchise des marchandises importées pour réparation et réexportées dans un délai de plus tard une année, en déposant le montant des droits au bureau des douanes d'entrée, et aux marchandises nécessaires et destinées aux essais ou expositions.

L'article 8 vise la liberté de commerce des négociants, fabricants, etc., soit en personne ou pour leurs voyageurs sur le territoire de l'un ou de l'autre, pourvu qu'ils soient munis d'une carte spéciale dont le modèle est annexé.

Dans l'article 9, les mêmes libertés sont accordées aux sociétés commerciales.

Les rapports concernant le trafic de chemin de fer et voies navigables seront réglés par le principe de traitement de la nation la plus favorisée et seront exposés en détail dans un annexe B (art. 10 et art. 11).

La liberté complète de transit est restreinte seulement pour les cas suivants :

- a) Sûreté publique ;
- b) Santé publique contre les maladies des animaux ;
- c) Monopole d'Etat ;
- d) Des évènements graves intéressants la sûreté de l'Etat ou ses intérêts vitaux.

Les relations postales, télégraphiques, etc., et le trafic des zones frontières feront l'objet d'une convention spéciale (art. 13 et 15). En ce qui concerne la navigation, elle sera réglée (sauf le cabotage) par la clause de la nation la plus favorisée, aussi.

La durée de cette convention est d'une année, commençant 15 jours après le dépôt des ratifications. Elle se renouvelle par traité. Ce traité restera, cependant, valable encore trois mois après sa dénonciation.

Dans un protocole final, la Pologne accorde à la Roumanie un permis d'importation en franchise d'une quantité de vins, de pruneaux et de noix, en compensation du bénéfice de 25 % sur son tarif douanier, accordés par la Pologne à la France. De même est stipulé une liberté absolue de flottage, navigation et utilisation des chemins de fer, de halage sur les navires du et Dniester, faisant la ligne frontière entre la Pologne et la Roumanie.

*
**

Nos relations commerciales avec l'Allemagne sont régies pour le moment par le Traité de Versailles, qui

accorde à la Roumanie la clause de la nation la plus favorisée sans réciprocité, pour une durée de 5 ans.

Nous avons analysé donc tous les traités commerciaux sur lesquels sont basées les relations commerciales extérieures de la Roumanie. Nous avons vu que, sauf en ce qui concerne les pays limitrophes, comme par exemple, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, ou ceux avec lesquels nos relations économiques et commerciales ont été trop intenses pour être réglées d'une façon générale seulement, comme par exemple avec l'Allemagne, la clause de la nation la plus favorisée a été, à cause de son caractère souple, la base générale de ces traités.

Cette clause laisse au gouvernement toute la liberté d'augmenter ou de diminuer les droits d'importation ou d'exportation, de prohiber l'introduction ou la sortie des marchandises par des taxes ou des surtaxes et ouvre la voie à un « fiscalisme » fâcheux d'un tarif douanier qui ne considère pas les vrais besoins d'un pays, mais cherche seulement d'augmenter les ressources budgétaires.

C'est pourquoi, en Roumanie, tout produit industriel surtout étant frappé par des surtaxes de luxe à l'importation, coûtait tellement cher comparativement aux prix extérieurs, que toutes fraudes contrebandes avaient libre cours et étaient pratiquées couramment.

Ce régime qui visait, au commencement, l'état financier mauvais du pays et voulait empêcher un déficit trop grand de la balance commerciale, ouvrait, plus tard, la voie à ces contrebandes, quant à l'importation des marchandises industrielles étrangères, le tableau suivant sur les revenus des douanes nous montre le niveau de leur accroissement depuis 1913-14 jusqu'en 1929.

1913-14	55.406.075 lei
1919	62.727.470 —
1922	2.665.649.289 —
1929	5.722.808.656 —

Les différences entre les années 1929 et 1929 sont les suivantes :

Janvier	302.535.212	378.352.250	— 54.183.662
Février	314.724.417	325.640.617	+ 10.916.200
Mars	430.359.513	423.076.039	— 7.283.474
Avril	523.771.111	394.015.406	—129.755.705
Mai	514.573.147	375.158.787	—139.414.360
Juin	446.285.448	279.861.068	—166.424.380
Juillet	371.013.703	347.498.087	— 23.515.626
Août	486.468.246	343.115.014	—143.353.232
Septembre	549.174.035	353.029.365	—196.144.670

*
**

Avec la stabilisation monétaire et le nouveau tarif douanier, la Roumanie achève enfin, en ce qui concerne son commerce extérieur, une certaine normalisation, qui lui permettra la conclusion des nouveaux traités commerciaux sur une nouvelle base.

DEUXIEME PARTIE

Les Traités commerciaux de la Roumanie après 1929

L'année 1929 est, comme nous l'avons dit, d'une grande importance pour la Roumanie, du point de vue de son commerce extérieur; elle lui apporte, avec la stabilisation monétaire et les nouveaux tarifs douaniers, les bases sur lesquelles elle va construire ses nouvelles conventions commerciales de 1929-30.

Avant de nous occuper de ces traités, nous exposerons brièvement l'œuvre accomplie par la stabilisation d'une part, et le caractère du tarif douanier de 1929 d'autre part.

I. — LA STABILISATION

Par une loi du 7 février 1929, la Roumanie réalisa la stabilisation de sa monnaie nationale. Cette loi introduisait la convertibilité du lei et solutionnait définitivement la crise monétaire, solution préparée par la mise en équilibre du budget de l'Etat depuis 1923 d'une part et la loi monétaire de 1925 d'autre part. Dès la déclaration de guerre, le lei se trouvait sous un cours forcé. Les événements de guerre, les dommages subis, la crise agricole en

1919-20, ont apporté une baisse de la valeur de la monnaie nationale jusqu'à 1/40 de sa valeur d'avant-guerre.

Une telle dépréciation d'une monnaie nationale au cours forcé d'un pays belligérant, n'était pas pour les pays européens une chose extraordinaire. Presque tous les pays, peut-être pour apporter une normalisation de leur économie nationale, ont procédé à une stabilisation de sa monnaie nationale.

Si la Roumanie, qui, après 1925, était déjà prête économiquement à envisager le rétablissement de sa monnaie nationale, ne le faisait qu'en 1929, plutôt 1930, on doit chercher le motif dans la politique intérieure de ce pays.

Les changements du gouvernement, l'avènement du parti national paysan, facilitaient la perfection d'une stabilisation de fait qui ne constituait qu'une période transitoire entre l'instabilité et la stabilisation légale.

Comme un emprunt intérieur est une condition *sine qua non* d'une stabilisation monétaire, la Roumanie entreprit des négociations à cet effet. Ces négociations ont été extrêmement laborieuses parce que la Roumanie a dû régler auparavant des différends financiers avec l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Au mois de janvier 1929, le gouvernement roumain aboutit à un emprunt de 100 millions de dollars sur les principaux marchés européens.

A part cela, on aboutit encore à un accord avec les principales banques d'émission, sur un accord selon lequel elles devraient accorder, une fois la stabilisation légale effectuée, à la Banque Nationale de la Roumanie, un crédit de 25 millions de dollars.

La stabilisation de fait étant assurée par la conclusion de ces emprunts, le gouvernement pouvait procéder à la

stabilisation légale. A cet effet, il déposa au Parlement un projet d'une nouvelle loi monétaire, accompagnée d'un programme de stabilisation et de développement économique. Par le vote favorable de cette loi du 7 février 1929, la stabilisation légale vint confirmer la stabilisation de fait. L'ordre était définitivement accompli (1).

II. — LE TARIF DOUANIER DE L'ANNÉE 1929

La politique douanière a été, au cours des dix années écoulées depuis la signature des traités de paix jusqu'à ce jour, le résultat de deux séries de tendances motivées par les circonstances anormales de la situation économique d'après-guerre.

La première de ces tendances a consisté dans l'adaptation des taxes douanières aux variations de valeur des marchandises, résultant de la dépréciation continuelle de la monnaie nationale et du renchérissement réel des marchandises par rapport à leur valeur or d'avant-guerre. De là est née la nécessité de reviser les bases mêmes de la taxation, en tenant compte de la variation des prix mondiaux et nationaux.

En second lieu, la politique commerciale d'après-guerre a été déterminée par la tendance à adapter la nomenclature douanière et le degré de protection à la nouvelle structure de l'économie nationale résultant de l'apport industriel des nouvelles provinces.

En même temps qu'a été effectuée la stabilisation

(1) En ce qui concerne la technique de la stabilisation, voir : F. Oromulu, « La stabilisation monétaire de la Roumanie ». Thèse, Paris 1930.

légale de la monnaie, il fallait que la politique douanière de la Roumanie, qui avait eu un caractère provisoire et s'était trouvée soumise à de continuelles modifications, fût enfin fixée définitivement, par l'établissement d'un tarif douanier en accord avec les intérêts permanents de l'économie générale du pays et avec ses possibilités de développement normal.

C'est pourquoi la revision du tarif actuel s'imposait, dès lors qu'il s'agissait de donner à la politique douanière de la Roumanie nouvelle ce caractère de stabilité si nécessaire, aussi bien au sain développement de la production intérieure, qu'à l'orientation de la politique commerciale du pays dans ses relations avec l'étranger.

Des conventions commerciales ne pouvaient pas être conclues sur la base de l'ancien tarif, non seulement parce qu'il ne présentait pas une garantie de stabilité indispensable, mais également parce que le niveau des taxes et leur qualification de taxes minima irréductibles faisaient qu'il manquait de l'élasticité nécessaire pour des négociations avec les pays étrangers.

Avant de procéder à la révision du tarif, il était nécessaire de se documenter, aussi complètement que possible, quant à la situation de fait de la production et du commerce des objets soumis au tarif douanier. Il était évident que cette documentation devait envisager en premier lieu la situation des articles en rapport direct avec la production de l'industrie indigène. Ces enquêtes ont donc été effectuées par les soins du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui a eu recours aux organes de la direction générale de l'Industrie et à l'Union des Chambres de Commerce, pour se documenter sur la situation

du pays, et à nos attachés commerciaux de l'étranger, pour prendre les informations nécessaires sur le pays où ils sont accrédités.

Ces résultats furent centralisés et complétés par les données sur la paix, fournies par l'Union de la Chambre de Commerce, et par les renseignements relatifs au commerce extérieur, communiqués par la direction générale de la statistique près le ministère des Finances.

Dès que le ministère de l'Industrie et du Commerce eût reçu tout le matériel d'information, recueilli selon la méthode décrite ci-dessus, une commission se mit à établir le projet du tarif douanier.

Prenant ce procédé comme base de son travail et tenant compte du contenu des mémoires soumis par l'entremise de l'Union générale des industriels, une commission, composée des représentants des ministères de l'Industrie et du Commerce, des Finances et de l'Agriculture, se mit à établir le projet du tarif douanier. Le système de tarif adopté répartit tous les articles en deux séries :

1° La première série comprend tous les droits minima irréductibles, établis pour les produits fabriqués dans le pays et que le tarif entend protéger par les cotes de protection, susceptibles de les défendre contre la concurrence étrangère. Ces droits ne saurait être réduits par des conventions.

2° La deuxième série englobant le reste des articles forme le tarif général. Les droits de ce tarif sont réductibles, par voie de négociations, en échange de concessions réciproques.

Avec ce système, on évite le risque de porter atteinte

aux industries protégées, en exposant les droits destinés à les défendre à des discussions et négociations entre les délégués. D'autre part, grâce aux droits généraux, il existe de part et d'autre, la possibilité d'accorder des réductions et des compensations, chose qui ne serait pas possible avec le tarif maximum minimum, par trop rigide et ne permettant que l'octroi de compensations insignifiantes. Les principes sur lesquels on s'est appuyé pour établir le présent projet ont été une priorité accordée à l'agriculture.

Par la protection accordée à l'agriculture, aux industries utilisant les produits agricoles et au dégrèvement des outils agricoles, on établit un dégrèvement des matières premières nécessaires à l'agriculture.

En ce qui concerne la défense des intérêts des consommateurs, on dégravait les taxes sur les articles de grande consommation, particulièrement de ceux nécessaires à la population rurale. On a également tenu compte du problème de la construction, qui a acquis une grande importance en Roumanie, après la guerre. Ainsi on a diminué les droits sur tous les produits industriels qui, sous une forme quelconque, servent de matériaux de construction.

Afin de mettre les institutions de l'Etat à l'abri des difficultés qui pourraient leur être suscitées du fait que, pour une raison ou une autre, l'industrie indigène n'est pas en mesure de leur livrer les commandes passées à temps et dans les conditions normales, celles-ci peuvent être faites à l'étranger, avec une réduction des droits de douane.

Pour le cas où il y aurait opposition entre les intérêts de l'industrie et ceux de l'agriculture, on a introduit dans

le tarif des notes portant réduction sur les matières premières nécessaires à l'industrie lésée, de manière à assurer à celle-ci une protection.

Sauf de cela, le présent tarif contenait un encouragement aux industries qui mettent en valeur un maximum des matières premières indigènes, sauf les matières agricoles, en l'accordant ainsi dans le présent tarif, une cote de protection supérieure même à celle qui existait déjà.

Le tarif prévoit ensuite une réduction des droits sur les objets de luxe et une défense des intérêts fiscaux de l'Etat.

III. — ANALYSE DES TRAITÉS COMMERCIAUX CONCLUS

Le gouvernement roumain a conclu, le 6 août 1930, sous la réserve d'une ratification ultérieure par le corps législatif, un traité de commerce et de navigation avec l'Angleterre.

Ce qu'il faut faire remarquer dès maintenant, c'est le soin évident mis par la Chancellerie anglaise à bien déterminer à quelle partie de son territoire s'appliquera ce traité. En effet, l'article 35 prévoit que le traité ne pourra être étendu à tout le territoire britannique, c'est-à-dire les dominions, les pays sous mandat britannique et autres colonies, que, le Ministre de la Grande-Bretagne en Roumanie, après un échange de notes entre la Roumanie et le gouvernement de ces dominions, pays sous mandat ou colonies, — fera connaître au nom de ceux-ci et pour chacun séparément leur adhésion à ce traité. Il précise de façon expresse que les navires,

sociétés, etc., seront traités dans le territoire de l'une ou l'autre partie, selon la loi nationale du pays auquel ils appartiennent.

Le droit de propriété, mobilière et immobilière, est reconnu aux ressortissants de l'une ou de l'autre des parties sur le territoire de l'un ou l'autre des pays, de payer pour exportations et importations les mêmes droits que les nationaux ou comme les étrangers sujets d'une nation la plus favorisée.

Réciproquement, les deux parties contractantes accordent aux sujets de l'une ou de l'autre le libre accès à la justice, et le droit de recourir dans toutes affaires aux offices d'avocats ou à leurs plénipotentiaires.

Premièrement, comme tous les traités de commerce, celui-là suit le principe du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne toutes les personnes, marchandises, droits civils, commerce, profession, etc.

En ce qui concerne l'égalité en droit civil des ressortissants de l'une des parties sur le territoire de l'autre, il s'applique dans tout son contenu de façon que les sujets pourront acquérir et posséder toutes les sortes de biens, mobiliers et immobiliers.

Les sujets de l'une ou de l'autre des parties contractantes seront exempts de tout service militaire obligatoire dans l'armée de terre, des mers, de l'air, garde-nationale ou milice.

Ils ne seront pas soumis aux réquisitions militaires ou civiles, et seront payés en cas de dommage au moins comme les ressortissants du pays le plus favorisé.

L'article 11 prévoit expressément la clause de la nation

la plus favorisée au traitement des marchandises à leur exportation ou importation.

L'article 12 et l'article 14 prévoient les cas connus ou cette clause ne s'appliquera pas. Les deux parties contractantes reconnaissent devoir adhérer à la convention internationale au sujet de l'opium signé à Genève le 19 février 1925 et la convention internationale pour la simplification des formalités douanères, signée à Genève le 3 novembre 1923.

En ce qui concerne le transit celui-ci restera libre et sans distinction de personne, pavillon d'origine, de moyen de communication (navire, wagon ou charette). Les parties contractantes autorisent, pour assurer l'application des dispositions plus haut citées, le transit par leurs eaux territoriales sans taxes spéciales de transit, à part celles qui couvrent les frais d'administration et conformément aux conditions usuelles.

L'article 23 réserve le cabotage qui ne peut être exercé que par les nationaux. Il n'y aura pas cabotage quand le navire venant de l'étranger s'arrête dans un ou plusieurs ports pour décharger des marchandises ou passagers, venant eux-mêmes de l'étranger, non plus quand ces marchandises sont destinées à l'exportation.

De même, le traitement à l'égale des nationaux ne s'appliquera pas quant à la pêche dans les eaux territoriales, ni aux mesures spéciales d'encouragement de la navigation nationale par subvention, ni aux privilèges accordés aux sociétés de sport nautique, ni à l'exercice du service de ports, mouillages, pilotages, remorquages au sauvetage.

Le Gouvernement roumain se réserve le droit de faire

mouiller ses navires dans des endroits spécialement réservés dans les ports roumains en vue de leur ravitaillement en combustibles et en marchandises d'exportation.

En ce qui concerne la navigation dans les eaux intérieures, l'article 25 prévoit que celles-ci seront fermées aux navires de l'autre partie jusqu'à ce qu'elles soient ouvertes à une nation autre que celles qui sont limitrophes.

Un traitement égal à celui des nationaux sera accordé aux navires avariés de l'une des parties, qui doivent subir des réparations dans un port de l'autre. Si un navire de l'une des parties échoue ou fait naufrage dans les eaux territoriales de l'autre partie, cette dernière sera obligée de rendre ce navire ou ses parties ainsi que l'argent provenant de la vente des marchandises ou mobiliers sauvés.

L'article 27 mentionne l'établissement de services consulaires, dont les titulaires ne prendront place qu'après qu'ils seront agréés par le gouvernement du pays de résidence. Ces services jouiront, sous condition de réciprocité du traitement de la nation la plus favorisée.

Les autorités respectives de chaque pays donneront aux agents consulaires de l'autre partie toutes les facilités pour l'arrestation de marins marchands déserteurs, s'ils ne sont pas ressortissants de ces pays mêmes. Les brevets d'invention et marques de fabrique, le nom commercial et le copyright pour les œuvres artistiques et littéraires seront protégés réciproquement par la loi nationale.

Les hautes parties contractantes sont d'accord pour

appliquer sur leur territoire les dispositions de la convention et du statut signés à Bucarest en 1921, concernant la liberté du transit et de chemins navigables d'intérêt international.

Dans l'article 33 les hautes parties contractantes conviennet de recourir en cas de différend sur l'interprétation ou application des dispositions du présent traité au jugement de la Haute-Cour Internationale de Justice de La Haye.

Tout de même les différends concernant le traitement des marchandises ou l'application des dispositions relatives aux tarifs douaniers ou la navigation seront soumis à un Tribunal arbitral constitué spécialement pour chaque cas et composé de trois membres.

La nomination des membres de ce Tribunal se fera en raison d'un par chaque partie; les deux parties doivent s'accorder pour le choix du troisième. En cas de non accord il sera désigné par le Président de la Cour permanente de Justice Internationale. Les décisions de ce Tribunal seront définitifs et auront force obligatoire.

La durée du présent traité est fixée à 3 ans après l'échange des instruments de ratification et soumise à une tacite reconduction. Elle prendra fin 6 mois après sa dénonciation.

Le royaume d'Iraq, représenté par le gouvernement de la Grande-Bretagne, a donné sa signature et adhère au présent traité, dans les conditions des articles 34 et 35 selon le protocole établi.

Un protocole de signature confère au gouvernement roumain le droit de dénoncer le présent traité, même

après une année, mais avec préavis de 6 mois si le système douanier de l'Angleterre changeait entre temps.

Ce protocole de signature constitue une partie du présent traité. La convention de commerce et de navigation entre la Roumanie et la Norvège, faite le 21 juin 1930, contient les termes habituels d'un pareil arrangement. Sa durée est indéterminée. Elle ne prendra fin que six mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des Etats.

Un protocole final a été ajouté à ce traité par lequel la Roumanie s'engage à ne soumettre les marchandises norvégiennes énumérées ci-dessous qu'aux taxes suivantes :

N° 54. Harengs frais ou congelés..	100 kg.	200 lei
N° 55. Harengs salés ou saumon dont le nombre ne dépasse 60 pièces les 10 kg.....	100 —	250 —
N° 59. Morue, merlan noire, stock- fisch, klippfisch	100 —	800 —
N° 60 Morue fraîche ou congelée..	100 —	500 —
N° 61. Morue salée ou en saumure	100 —	600 —
N° 73. Filets de hareng fumés en boîtes hermétiques	100 —	3.000 —

A part ces produits nommés brisling, sild, en huile ou en tomate, sans têtes, en emballages hermétiques, seront considérés comme sardines et taxés comme telles.

Un arrangement commercial provisoire a été conclu avec l'Espagne par le gouvernement roumain par échange de lettres, le 30 avril resp. le 20 juin 1930.

En s'accordant le traitement de la nation la plus favorisée, les deux gouvernements tombent d'accord d'exempter de ce régime :

a) Les privilèges accordés au trafic sur la frontière dans une limite de 15 km.;

b) Le régime spécial que la Roumanie pourrait instituer en matière tarifaire pour les importations destinées à faciliter les règlements financiers résultant de l'état de guerre;

c) Le régime spécial que l'Espagne accorde ou pourrait accorder en matière tarifaire aux marchandises provenant du Portugal, zone espagnole, du Maroc et République hispano-américaine;

d) Les droits et privilèges accordés à un ou plusieurs autres Etats limitrophes, en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière.

Pour les produits espagnols on acquittera les mêmes droits à l'importation en Roumanie que l'Etat le plus favorisé, sauf en ce qui concerne les articles suivants du tarif roumain pour lesquels on accorde à l'Espagne des droits spéciaux :

N° 440. Vins de Malaga, Teref, etc., de provenance espagnole, d'au moins 16° d'alcool :

a) En tous récipients, à l'exception des bouteilles et cruchons. Pour 100 klg. 4.500 lei;

b) En bouteilles et cruchons. Pour 100 klg. 6.000 lei.

N° 420. Pour le piment pilé (pimenton), 100 klg. 2.500 lei.

N° 406. Raisins secs de Malaga, 100 klg. 1.200 lei.

N° 701. Liège découpé en feuilles, plaques ou cubes, les 100 klg. 225 lei.

N° 702. Bouchons de liège simples, les 100 klg. 525 lei; composés avec une autre matière, les 100 klg. 1.500 lei.

N° 703. Disques ou rondelles en liège, les 100 klg. 375 lei.

N° 704. Chapeaux en liège, les 100 klg. 1.500 lei.

N° 705. Tous autres objets simples de liège, les 100 klg. 500 lei; combinés avec d'autres matières, les 100 klg. 900 lei.

Les marchandises roumaines jouiront à leur importation en Espagne (territoire péninsulaire, îles Baléares, Canaries et possession espagnoles) du tarif espagnol de la seconde colonne, c'est-à-dire du tarif le plus réduit.

Dans l'article 5 les deux pays s'obligent de ne pas établir des coefficients de surcharge ou surtaxe, à moins qu'ils ne soient établis avec un caractère général mais jamais en raison de la dépréciation de la monnaie.

La durée de ce traité, qui entrera en vigueur le 1^{er} mai 1930, sera dans 6 mois renouvelable par tacite reconduction, après dénonciation, il estera en vigueur encore 2 mois.

L'ÉGYPTE

L'arrangement commercial avec l'Égypte, conclu au Caire le 16 avril 1930, contient, dans un échange de notes, l'accord sur l'application du régime de la nation la plus favorisée, régime qui s'appliquera aussi aux marchandises importées en Égypte d'un pays avec lequel elle n'a pas de conventions commerciales, mais de provenance roumaine.

Un préavis d'un mois suffit pour la dénonciation.

LA YUGOSLAVIE

Avec la Yougoslavie fut conclu, le 4 août 1930, un arrangement commercial contenant 5 articles et un protocole concernant le traitement vétérinaire à l'importation et le transit des animaux et des produits d'animaux et d'un autre protocole concernant le transport et le transit des marchandises.

Les premiers trois articles contiennent un accord réciproque de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les personnes, les biens, transports, taxes, traitement douanier, etc.

L'article 4 prévoit les exceptions de la clause en termes connus.

L'article 5 fixe la durée du présent accord jusqu'au 1^{er} janvier 1930 seulement.

Jusqu'à cette date un traité commercial devra être conclu.

Le traité réglera toutes les questions d'ordre économique entre les deux pays.

LA SUÈDE

L'arrangement provisoire avec la Suède du 26 juillet 1930 répète les termes exprimés dans le précédent traité avec ce pays.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1930 et demeurera exécutoire jusqu'en 1931 (1^{er} avril).

LA HONGRIE

Un échange de notes entre les gouvernements de la Hongrie et de la Roumanie le 10 août 1930 règle provisoirement les relations commerciales de ces deux pays.

Les articles 1-4 contiennent les clauses connues pour l'établissement de régime de la clause de la nation la plus favorisée avec les restrictions qui y sont apportées d'habitude.

On prolonge dans l'article 5 le régime prévu à l'annexe 2 de l'arrangement conclu entre la Hongrie et la Roumanie, le 16 avril 1924, pour l'amélioration du trafic frontière local.

L'article 6 prévoit expressément un examen loyal et sans retard des demandes de la Roumanie concernant l'autorisation de transit des animaux vivants à travers la Hongrie.

La durée de cette convention est limitée jusqu'au jour de la mise en application de la convention d'établissement, de commerce et de navigation entre la Roumanie et la Hongrie le plus tard le 1^{er} janvier 1931.

LES ÉTATS-UNIS

Le 20 août 1930 intervient entre la Roumanie et les Etats-Unis de l'Amérique un accord provisoire commercial.

Cet accord est tenu dans les mêmes termes que celui conclu le

Son délai est fixé par l'article 5 qui dit notamment :
Le présent accord doit entrer en vigueur le 1^{er} septem-

bre 1930 et si un accord mutuel n'intervenait pas pour mettre fin à cet arrangement, il doit durer six mois et sera ensuite en vigueur trente jours à partir de la date à laquelle l'une des parties aura communiqué que l'accord a pris fin.

Si l'un des gouvernements était empêché par une mesure future de sa législation d'appliquer les stipulations de cet accord, les obligations ci-inclus resteront sans effet.

CONVENTION COMMERCIALE AVEC L'ALLEMAGNE

Le 1^{er} novembre 1928 une convention destinée à mettre fin aux différends financiers pour rétablir des relations normales entre les deux pays. On s'y occupe des créances réciproques entre les deux pays, de revalorisation des anciennes rentes roumaines d'avant-guerre et la libération des biens saisis, selon le Traité de Versailles, pour la Roumanie, le remboursement de la somme de la monnaie émis par l'administration allemande dans la Roumanie occupée, la restitution des biens laissés pendant l'occupation, et restitution des indemnités versées par la Roumanie en exécution du traité de Bucarest.

Tous ces différends, qui ont une répercussion profonde sur les relations commerciales des deux pays, prennent fin par cette convention.

Le gouvernement allemand versera comme indemnité totale une somme de 75,5 millions reichsmark jusqu'au mois d'avril 1931. (La somme a été d'ailleurs versée entièrement immédiatement après la ratification.)

La Roumanie renonce à la liquidation des biens alle-

mands non liquidés le 27 août 1928. Le gouvernement roumain s'oblige à renoncer à tous les droits qu'il peut exercer contre les biens et personnes allemands, à base du Traité de Versailles, et en même temps qu'il exerce des droits que lui confèrent les alinéas 5, 6, 7, de l'article 306 du Traité de Versailles.

Tous les autres différends financiers qui ne sont pas mentionnés dans le Traité seront anéantis. Dans l'annexe on prévoit la revalorisation de la rente roumaine de 1913 et les autres rentes d'avant-guerre, l'adhésion de la finance allemande aux nouveaux emprunts de la Roumanie de maintenant et les modalités de paiement pour ceux-ci.

Cette convention qui ramène en quelque manière le capital allemand, exclu jusque maintenant du marché roumain, aura comme suite un renforcement des relations commerciales entre les deux pays pour les années suivantes.

Le 10 juillet 1930 entre en vigueur un arrangement provisoire entre la Roumanie et l'Allemagne. Cet arrangement prévoit l'établissement des sociétés commerciales industrielles et des personnes d'une des parties sur le territoire de l'autre, à base du traitement de la nation la plus favorisée et dans le cadre des constitutions intérieures. Toutes les marchandises, comme aussi les navires, jouiront du traitement le plus favorisé pour toutes sortes d'opérations commerciales. La clause prévoit, en un article spécial (art. 2), un traitement égal pour la classification et la procédure d'analyse des marchandises.

Toutes sortes de prohibitions à l'importation et à l'exportation sont prohibées. Des exceptions pourront être

accordées pourvu qu'elles soient générales et applicables aux autres Etats, sauf en ce qui concerne la sûreté publique, la santé publique, monopole, protection du patrimoine artistique, aussi les munitions et dans des cas exceptionnels d'approvisionnements de guerre. Le traitement de la nation la plus favorisée ne comprendra pas les avantages spéciaux accordés aux Etats limitrophes pour le trafic de la frontière dans une zone de 15 km. de même ceux découlant d'une future union douanière avec un tiers Etat.

Sont expressément exceptés encore les avantages qui ont été accordés par une des parties contractantes à un tiers Etat selon une convention spéciale pour équilibrer l'imposition fiscale intérieure et les avantages accordés au tiers Etat adhérents à une convention générale sous les auspices de la Société des Nations, ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

Le traité pourra être dénoncé après le 1^{er} décembre 1930, immédiatement après un préavis de trente jours. En tout cas sa validité ne dépassera pas le 28 février 1931.

Le 11 juin fut conclu à Angora un traité de commerce avec la Turquie qui porte le titre : « Convention d'établissement de commerce et de navigation entre la Roumanie et la République turque ».

Ce traité comprend 34 articles, un protocole de signature et trois annexes A, B. et C.

Dans ce traité les parties contractantes s'accordent réciproquement pour leurs ressortissants des droits civils égaux à ceux de leurs ressortissants nationaux.

Pour le cas où des lois d'immigration viendront régler

de façon différente l'état des étrangers, on leur accorde au moins les droits de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne le droit de commerce, le principe de réciprocité est admis.

On y trouve encore des stipulations concernant le service militaire, l'accès aux tribunaux, la réglementation d'établissement des sociétés commerciales industrielles et des compagnies d'assurances et leur activité, dans les mêmes termes que dans tous les traités étudiés jusque maintenant.

L'article 9 est intéressant en ce sens qu'il apporte une restriction de la clause de la nation la plus favorisée.

Il est convenue qu'aucune des parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, annoncé aux articles précédents pour réclamer en faveur de leurs ressortissants des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants de l'autre partie contractante.

Malgré qu'on prévoie l'abolition de toutes prohibitions et restrictions en général, on admet des prohibitions relatives à la sécurité publique, la morale; et des restrictions quant à l'importation des armes, munitions, matériel de guerre.

Des protections sont prévus en raison de la santé publique, des animaux et des plantes contre les maladies, du patrimoine national artistique et historique et des restrictions sont apportées à l'exportation de l'or et de l'argent, et aux produits soumis au monopole de l'Etat.

Si le traité prévoit la clause de la nation la plus favorisée pour toutes les manifestations de commerce exté-

rieur en général, le traitement sur pied d'égalité avec un autre Etat ne sera cependant pas applicable :

1° En cas que des faveurs sont accordées ou pourront être accordées ultérieurement par une des parties contractantes dans le trafic des frontières avec les pays limitrophes, dans une zone s'étendant à 15 klm. des deux côtés de la frontière;

2° Si une faveur spéciale résultant d'une union douanière conclue ou à conclure avec un ou plusieurs pays;

3° Si des avantages et faveurs spéciaux existants ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'empire Ottoman en 1923.

Une annexe prévoit le modèle d'un certificat d'origine délivré par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur ou les autorités douanières.

Un accord spécial réglera les régimes d'importation et le transit des animaux et des produits animaux, et les formalités auxquelles seront soumises les marchandises pour lesquelles on demande à l'importation certaines conditions relatives à leur composition, degré de pureté ou qualité.

En ce qui concerne les négociants, voyageurs commerciaux, etc., les conditions imposées par le Traité de Lausanne restent en vigueur. L'alinéa A *bis* de l'article 18 du présent traité ajoute encore sous quelles conditions spéciales ce service se fera aux bureaux de douane respectifs.

L'article 19 demande la liberté complète de transit et l'adhésion des parties contractantes à la convention de Bukharest du 14 avril 1921 sur la liberté du transit.

L'article 24 parle du traitement des navires de la façon habituelle.

Ce traitement vise aussi les navires contraints par une avarie ou par une tempête de se réfugier dans un port de l'autre pays, et lui promet tout aide, assistance, etc., possibles comme si c'était un navire national.

L'article 29 prévoit la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance des certificats de jauge; jusqu'à cette conclusion les anciens certificats seront valables.

Le cabotage est réservé aux nationaux seulement. Le régime du traitement national ou de celui de la nation la plus favorisée ne s'étend non plus aux facilités données à la marine marchande nationale comme encouragement pour la construction navale au moyen de primes. La navigation dans les eaux intérieures n'est pas touchée par la présente convention (art. 33).

Les stipulations contenues ici sont contraires aux dispositions auxquelles les parties contractantes ont adhéré en matière des fleuves internationaux, ne s'appliqueront pas. La durée du traité est fixée à deux ans et se prolongera par tacite reconduction toujours pour 6 mois. Le délai de dénonciation est aussi de 6 mois.

Un protocole de signature prévoit l'engagement du gouvernement roumain d'acheter chaque année une quantité de tabac d'au moins 100.000 kg. pour les raisins secs importés de la Turquie, on n'acquittera pas de droits plus élevés que pour ceux importés de la Grèce (raisins de Corinthe).

*
**

A part les traités analysés plus haut on a signé le

30 août 1930 deux arrangements commerciaux avec la Hollande et l'Esthonie, qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1930. Ces deux arrangements prévoient le traitement de la nation la plus favorisée pour les parties contractantes.

La durée de ces arrangements en ce qui concerne la Hollande est déterminée par la mise en vigueur d'une convention commerciale, le plus tard au 1^{er} février 1931.

Pour l'Esthonie il n'y a pas de délai fixé, mais une clause de dénonciation après préavis de trois mois est prévue.

*
**

La Roumanie n'a pas encore de traité commercial avec le Japon, la Grèce, le Portugal et le Danemark à cause de difficultés techniques. La Lettonie, la Finlande, l'Albanie et la Lithuanie n'ont pas encore répondu à l'invitation faite par le gouvernement roumain de conclure avec lui des conventions commerciales.

**Tableau chronologique des accords commerciaux de la Roumanie en vigueur
le 1^{er} Septembre 1930**

PAYS	I. — Conventions commerciales				Observations
	Convention signée le	Entre en vigueur le	Durée de la convention	Condit. de dénonciat.	
Italie	25 février 1930	1 ^{er} sept. 1930	3 mois avec tacite reconduction tous jours pour 6 mois.	préavis de 6 mois	—
Pologne.....	23 juin 1930..	25 juillet 1930	2 ans avec tacite reconduction	préavis de 6 mois	—
Angleterre...	6 août 1930..	7 août 1930..	3 ans avec tacite reconduction	»	—
Norvège.....	21 juin 1930..	1 ^{er} sept. 1930	6 mois avec tacite reconduction	»	—
Tchécoslav.,	27 juin 1930..	1 ^{er} sept. 1930	3 ans avec tac. rec. p. 3 mois	préavis de 3 mois	—
Turquie.....	11 juin 1930..	1 ^{er} sept. 1930	2 ans avec tac. rec. 6 mois.	préavis de 6 mois	—
France	28 juin 1930..	1 ^{er} octob. 1930	2 ans avec tac. rec. 6 mois	»	—
Hongrie.....	10 août 1930..	—	3 ans avec tac rec. 6 mois	»	—

} traité parafé

II. — Arrangements commerciaux

PAYS	Arrangement signé le	Entre en vigueur le	Durée de l'arrangement	Cond. de dénonciation	Observations
Egypte.....	16 avril 1930.	17 avril 1930..	échange de notes sans tenue	à chaq mom. av. pr. de 1 m.	—
Espagne.....	30 avril 1930, mod. le 20 juin 1930..	1 ^{er} mai 1930	6 mois avec tac. rec. de 2 mois	préavis de 2 mois	{ durée lim. jusqu'à la conclusion d'une convention
Yugoslavie..	4 août 1930..	1 ^{er} sept. 1930	1 ^{er} janvier 1931	—	—
U. S. A.....	20 août 1930..	1 ^{er} sept. 1930	6 mois	préavis de 30 jours	—
Suède.....	26 juillet 1930.	1 ^{er} sept. 1930	1 ^{er} avril 1930	—	—
Allemagne...	18 juin 1930..	9 juillet 1930	1 ^{er} décembre 1930	préavis de 30 jours	{ durée limitée jusqu'au 28 février 1931
Hongrie.....	10 août 1930..	1 ^{er} sept 1930	jusqu'ici l'entrée en vigueur de la convention signée le 10 août 1930 le plus tard jusqu'au 1 ^{er} janvier 1931	—	—
Hollande.....	30 août 1930.	1 ^{er} sept. 1930	jusqu'à la mise en vigueur de la convention en voie de perfectionnement le plus tard jusqu'au 1 ^{er} février 1931	—	—
Estonie.....	30 août 1930..	1 ^{er} sept. 1930	—	préavis de 3 mois	—

III. — La Roumanie n'a pas d'accords

PAYS	OBSERVATIONS
Japon.....	motif : à cause de la distance séparant les deux pays.
Grèce.....	
Portugal.....	
Danemark.....	
Lettonie.....	motif : difficultés d'ordre technique.
Finlande.....	
Albanie.....	
Lithuanie.....	
	motif : n'ont pas encore répondu à l'invitation du Gouvernement roumain de conclure des conventions commerciales.

CONCLUSION

Critique générale des Traités de Commerce de la Roumanie

Les analyses que nous avons donné sur les deux séries de traités commerciaux de la Roumanie font ressortir l'œuvre du gouvernement roumain dans ses relations contractuelles avec l'étranger.

Dans la première série de traités nous remarquons premièrement des conventions commerciales d'établissement, de navigation et de commerce avec les nouveaux Etats nés de la guerre et voisins de la Roumanie avec lesquels elle n'avait aucun traité; deuxièmement, de simples accords commerciaux, par échange de notes, en vue de relations commerciales éventuelles (les autres traités ayant été dénoncés) avec les Etats du monde.

Tous ces traités ont un caractère commun qui les différencient de ceux conclus après 1929; ce sont des traités d'une portée commerciale politique — sans caractère vraiment économique. — Ils ont été conclus pour éviter les guerres douanières ou, pourrait-on dire, établis dans le but plutôt d'obtenir que les marchandises roumaines soient traitées aussi favorablement que celles des autres

Etats, au cas où elles seraient exportées à l'étranger que pour chercher des débouchés protégés.

La production du nouvel Etat roumain n'étant ni stable ni totalement connue, ces traités n'étaient qu'une base à des relations commerciales nécessaires.

La première série de traités comprend des différences, la Roumanie après la guerre englobée entre plusieurs Etats nouveaux, avec qui rien n'était établi, a conclu avec de grandes conventions commerciales, soit avec la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie, en vue d'établir les rapports dans lesquels leurs relations devront s'accomplir. Elle fut forcée d'en conclure d'autres encore, de moins grande importance, de simples accords, avec des pays qui avaient avec elle une base déjà établie de relations commerciales, mais l'ordre économique ayant été si fortement troublé chez eux, ils étaient obligés de les envisager sous une forme nouvelle, qui permettaient aux deux Etats de garder toute leur liberté, afin de régler au moment opportun le régime de leur commerce extérieur.

Cette nouvelle forme ne pouvait être que celle de la nation la plus favorisée, qui réglait d'ailleurs toutes les relations commerciales de l'Europe après la guerre.

Nous avons dit, plus haut, que la Roumanie, dans la première série des traités, a conclu des conventions commerciales d'une assez grande importance avec les pays qui l'entourent. Cette importance était due surtout à la forme de ces conventions et non à l'influence qu'ils étaient sensés devoir produire sur la production commerciale roumaine.

Ces traités réglaient surtout les conditions d'établisse-

ments des ressortissants et leur commerce réciproque, le trafic dans les zone frontières et le transit dans ces pays, choses de première importance pour la Roumanie, pour son commerce extérieur avec le reste du monde. Si nous trouvons dans le reste des accords commerciaux quelques exceptions à la forme habituelle, elles sont dues au caractère spécial de ce pays en face des autres : c'est pourquoi nous trouvons dans l'accord avec les Etats-Unis une clause qui sauvegarde la clause de la prohibition, ou dans les traités avec l'Angleterre une autre qui détermine spécialement le territoire auquel s'applique la convention.

La Roumanie est un pays qui exporte des céréales, du bois et du pétrole, pour ces matières la Tchécoslovaquie et l'Allemagne sont ses plus grands acheteurs, la Pologne ne prenant que ses fruits; ayant grand besoin d'articles industriels elle les importe de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne et des Etats-Unis.

Le commerce avec les autres pays — à part ceux que nous venons de citer — n'est pas d'une grande importance.

*
**

La nouvelle loi du tarif douanier prévoit pour les conventions commerciales la clause suivante, qui explique les tendances que nous avons exposés.

Les relations commerciales de la Roumanie avec l'étranger seront régies pour l'avenir par des conventions commerciales, seulement les pays qui en auront conclu bénéficieront du tarif minimum. Aux autres on appli-

quera le tarif général sans réductions, le tarif entrant en vigueur le 30 août 1929.

Les autres pays avec lesquels aucun traité n'est conclu en raison des difficultés techniques, se verront appliquer, par exception, le tarif minimum jusqu'au 30 mars 1930, date à laquelle le tarif général entrera en vigueur à leur égard.

La nouvelle série de traités basée sur ce principe, ne semble pas être bien différente de la première, mais les effets seront tout autres, pour la raison que les droits, une fois fixés dans le tarif, restent immuables pour toute la durée du traité et non soumis, comme avant, aux divers coefficients nécessités par les fluctuations du change (stipulation expresse dans la convention avec l'Espagne). En plus, quelques traités auront des conventions tarifaires pour les pays qui s'intéressent à des produits spéciaux comme la Grèce pour les raisins, l'Espagne pour les vins, la Norvège pour les harengs. D'autre part, la préparation de ces traités échappera aux diplomates pour revenir aux Commissions spéciales dont l'intérêt dans cette matière explique leur compétence.

Le pays avec une production normalisée, avec des besoins mieux prévus, est plus apte à conclure des conventions à longue vue, chose impossible jusqu'en 1929.

*
**

Si nous avons divisés les traités jusqu'en 1929 en deux séries, on peut également le faire pour ceux datant de cette époque jusqu'à nos jours : d'un côté, des conventions commerciales générales à longue vue; d'autre part,

des accords provisoires valables jusqu'à la conclusion d'une convention générale.

Si la clause de la nation la plus favorisée domine encore les traités, sa valeur est restreinte par des conventions tarifaires annexées au traité ou englobé dans le tarif douanier. Ce sont des conventions conçues de telle façon qu'aucun autre Etat que celui visé ne peut jouir d'une faveur, quand il y en a.

*
**

Ainsi la Roumanie achève son œuvre de normalisation économique conformément aux principes établis dans les conférences économiques de Genève.

Par la stabilisation de la législation de son commerce extérieur, elle donne à l'étranger de nouvelles garanties de sûreté pour le commerce extérieur des pays avec lesquels elle se trouve en rapport.

De nouvelles difficultés ont surgis depuis la grande crise mondiale et les tendances protectionnistes de l'Allemagne et de la Hongrie n'ont pas permis à l'œuvre d'aboutir normalement et à la Roumanie de jouir de tous les effets qu'elle était en droit d'attendre. Espérons que la nouvelle politique des Etats agraires inaugurée par les Etats de l'Europe orientale, sous l'égide de la Roumanie pourra, en quelque sorte, adoucir les conséquences de cette crise.

Annexe

I. — LES DOMMAGES DE GUERRE ET L'APPORT DES NOUVELLES PROVINCES

Les dommages de guerre déclarés conformément aux exigences de l'arrêté-loi n° 3.795 du 21 décembre 1918 étaient :

14.332.000.000 lei or annoncés par des particuliers;

690.000.000 lei or de la grande industrie;

253.000.000 lei or en forêts;

77.000.000 lei or en mines, carrières, etc.

1.6668.000.000 lei or en pétrole;

573.000.000 lei or annoncés par les départements et communes.

Dans le chiffre 14.332.0000.000 lei or annoncés par des particuliers sont compris les sommes déclarées pour les dommages subis par les constructions, l'agriculture, le commerce, la petite industrie et les personnes (1). A part cela les dommages constatés et évalués en Bucovine ont été de 375.871.985 lei or; en Bassarabie, 21.835.558 lei or et en Transylvanie, 56.768.996 lei or.

Au point de vue de l'économie, les dommages causés à l'agriculture et forêts destinés à l'industrie ont été de 1.282.578.929 lei, pour l'agriculture et pour l'industrie

(1) Nous avons tiré ces chiffres de « La Roumanie et la réparation des dommages de guerre », de B. Sterian. Thèse, Paris, 1929.

comme ustensiles d'ateliers, fabriques, etc., de 122 millions 9.52.722 lei et pour les machines 102.332.964 lei or.

Dans le commerce, pour les marchandises et objets divers 587.855.788 lei, pour les aliments et boissons 176.919.054 lei, dans les transports 305.808.225 lei pendant qu'on apprécie le manque d'utilisation des fermes et immeubles à une somme de 676.144.862 lei. Les dommages annoncés par la Roumanie à la Commission de réparations, en conformité avec l'article 233, VIII partie, du Traité de Versailles, s'élevaient à 71.099.835.761 francs or, ainsi décomposés :

Dommages causés aux particuliers....	8.103.289.710
Dommages causés aux départements et communes	895.823.719
Dommages causés à l'Etat.....	8.723.188.568
Indemnités pour prisonniers morts, etc.	3.590.245.185
Pensions militaires	9.296.654.070
Assistance aux mobilisés, aux prisonniers de guerre et leurs familles.....	428.651.536
Dépenses de la Commission de constat	32.000.000

En plus de ces dommages, l'Allemagne aurait dû restituer à la Roumanie les bénéfices tirés du Traité de Bucarest qui s'élevaient en novembre 1918 à 2.173.000.000 lei de la Banque Générale de la Roumanie. Cette émission a dû être remboursé par l'Etat roumain aux détenteurs de cette monnaie. Jusqu'en 1925 les remboursements effectués par l'Etat étaient de 1.463.000.000 lei.

Par l'intermédiaire de la Banque Générale de la Roumanie les armées d'occupation ont émis dans le territoire occupé de la Roumanie une somme de 2.214 millions de lei libellés en billes de banque nouveaux, ayant

la même valeur et pouvoir d'achat dans les pays que les billets émis par la Banque Nationale Roumaine. Ces nouveaux billets avaient pour couverture un dépôt à la Reichsbank d'une somme de marks en proportion de 80 marks pour 100 lei. Par cette émission, les Allemands ont pu enlever gratuitement — parce que le remboursement de ces billets était mis par le traité de Bucarest à la charge de la Roumanie — des produits et denrées du territoire occupé.

Le remboursement effectué par l'Etat roumain fut, jusqu'en 1925, de 1.463.000.000 lei en billets de banque de la Banque Nationale Roumaine, malgré que l'Allemagne était obligée par les clauses mêmes de l'armistice, et par l'article 259, parag. 6, du Traité de Versailles de le rembourser. Par l'accord survenu le 10 novembre 1928 et le protocole du 6 décembre 1928 entre l'Etat roumain et l'Allemagne réglant les différentes créances réciproques des deux Etats, le gouvernement roumain renonçait à sa créance dérivant cette émission.

En ce qui concerne le change des banknotes autrichiennes et russes en raison d'une unification de la monnaie circulante dans le pays — il y avait jusqu'au moment cinq monnaies différentes, à savoir : lei de la Banque Nationale, lei de la Banque Générale, couronnes autrichiennes, roubles Romanoff et roubles Kerenski. — L'Etat roumain a payé pour :

8.713.885.851 couronnes autrichiennes.	4.356.926.975 lei
443.339.654 roubles Romanoff.....	598.508.553 lei
846.751.936 roubles Kerenski.....	864.751.936 lei

donc totalement une somme de..... 5.802.223.444 lei

En ce qui concerne le pétrole, les dommages subis par la destruction de 1677 sondes, dont 1047 productives, de 26 raffineries de pétrole, des chantiers, fabriques et du stock de 827.000 tonnes de pétrole, ont été évalués à 9.980.527 livres sterling.

Le Trésor Roumain, en vertu de l'accord du 14 décembre 1916, fut transporté à Moscou et qui n'a pas été restitué par le gouvernement soviétique, représente une valeur de 7 milliards et demi de lei or.

La composition de ce trésor a été la suivante :

314.580.456 francs-or effectif, les bijoux de la reine de la Roumanie de 7 millions de francs à cette époque ; les dépôts de la Caisse des Dépôts et Consignations de la Roumanie ; valeurs et archives appartenant aux particuliers, banques privées, livres rares, archives et tableaux appartenant à l'Académie roumaine et à l'Etat, etc.

Si on compare ce chiffre des dommages avec le chiffre indiqué pour la richesse nationale (voir l'introduction), on arrive à une évaluation des dommages de 18 % de la richesse nationale et les dommages subis par l'industrie pétrolifère n'y sont pas compris.

**

Comme réparation, la Roumanie a reçu seulement :

De l'Allemagne, 82.252.828 marks-or, la plupart en livraisons en nature ;

De l'Autriche, 142.028.853 couronnes par cessation des biens ;

De la Hongrie, 916.486.018 couronnes par cessation des biens ;

De la Bulgarie, 2.344.145 francs-or et 30.760 animaux en nature ;

De la Turquie, 350.000 livres sterlings comme dédommagement des ressortissants roumains.

La Roumanie n'a donc reçu qu'une faible somme d'environ 1 milliard francs-or, dont la plus grande partie en nature et immobiliers.

*
**

En ce qui concerne l'apport des nouvelles provinces, l'augmentation de la population roumaine est de 7 millions 351.665 habitants à 17.151.932 habitants et le territoire de 137.903 km² à 249.967 km².

Ces nouveaux territoires changent l'aspect économique du pays complètement. L'ancien pays agricole reçoit, surtout dans la Transylvanie et le Banat, un pays riche en diverses industries, surtout en industries extractives, la Bessarabie, l'ancien grenier de la Russie, riche aussi en pêcheries; la Bucovine et le Maramures et leurs industries du bois.

Ainsi l'industrie, avec 1.114 usines et 190.000 HP en 1914, accroit en 1919 à 2.747 usines avec 287.676 HP; le domaine forestier accroit de 1 million d'hectares à 4 1/2 ; les terres labourables s'accroissent de 5.951.000 hectares ; le commerce extérieur, qui était pour l'ancien royaume, d'un total de 1.260.000 et en 1919 3.866.000, est en 1921 de 20.408 millions.

II. — LOI RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DU TARIF DOUANIER

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le tarif ci-joint, relatif à la perception des droits de douane sur les marchandises importées en Roumanie. Ce tarif douanier entre en vigueur le 1^{er} août 1929.

ART. 2. — Le gouvernement est autorisé à engager des négociations en vue de la conclusion de conventions commerciales, sur la base du présent tarif douanier et des dispositions de la présente loi.

Jusqu'au 1^{er} mars 1930, on appliquera à tous les pays les droits de tarif minimum aux articles qui y figurent. Quand au reste des articles, on appliquera les droits du tarif général, sauf en ce qui concerne les modifications prévues dans les conventions ou accords commerciaux en vigueur ou dans ceux qui seront conclus à l'avenir.

Après le 1^{er} mars 1930, on appliquera à tous les pays, à tous les articles, y compris ceux supportant des droits minima, les droits du tarif général modifiés uniquement en conformité des conventions commerciales.

Ce terme du 1^{er} mars 1930 peut être reculer par une décision du Conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre de l'Industrie et du Commerce et de celui des Finances, de 6 mois au maximum et de manière tout à fait exceptionnelle, au cas où surviendraient jusqu'au 1^{er} mars 1930, des difficultés d'ordre technique, lors de la conclusion de conventions avec les principaux pays avec lesquels la Roumanie entretient des relations commerciales.

ART. 3. — Les droits prévus au tarif général peuvent être réduits conformément aux conventions commerciales qui seront conclus. Par ces conventions, le tarif minimum pourra être accordé en totalité ou en partie; mais les droits minima prévus aux articles respectifs sont irréductibles et ne peuvent être ni diminués, ni consolidés par les conventions commerciales.

ART. 4. — Le gouvernement est autorisé à élever, à titre exceptionnel et temporaire, les droits de douane sur les articles supportant des droits minima, dans le cas où les prix d'exportation des produits étrangers, se trouvant plus réduits que les prix pratiqués sur les marchés intérieurs des pays respectifs, mettraient en danger l'existence d'une branche de l'industrie nationale.

Cette mesure ne pourra être urisée que dans le cas où une industrie indigène, en butte à la concurrence étrangère, prouvera :

a) Qu'elle est une branche de la production importante pour l'économie nationale ;

b) Que, par le moyen de prix d'exportation inférieurs aux prix intérieurs respectifs, la concurrence étrangère est d'une nature telle, qu'elle met en danger l'existence d'une branche industrielle ;

c) Qu'elle est installée, organisée et conduite selon les exigences techniques et économiques modernes ;

d) Que l'élévation des droits de douane frappant les produits dont il s'agit ne nuit en rien à l'existence d'une autre branche de production.

Dans ces cas là, la procédure est la suivante : la demande d'élévation des droits de douane est présentée au

Ministère de l'Industrie et du Commerce, qui, dans le délai maximum de 10 jours, est tenu de l'envoyer pour examen à une commission d'experts, composée de six membres, parmi lesquels le directeur général de l'Industrie et du Commerce, le directeur général des Douanes au Ministère des Finances, le directeur général du Commerce au Ministère de l'Industrie et du Commerce et le directeur des orientations agricoles au Ministère de l'Agriculture, sont membres de droit. Les deux autres membres seront des spécialistes reconnus dans l'industrie en question, désignés par le Ministère de l'Industrie et du Commerce.

La Commission déposera, dans les 15 jours au plus tard, un rapport établissant, d'une manière documentée si la demande faite par l'industrie respective remplit les conditions prévues ci-dessus aux alinéas *a*, *b*, *c* et *d* et fera des propositions relatives aux droits de douane.

Sur la base de ce rapport, qui sera publié au *Moniteur Officiel*, le Conseil des Ministres décidera au sujet des majorations de taxe sollicitées, sur les propositions du Ministre de l'Industrie et du Commerce et du Ministre des Finances.

Décret royal, n° 2.681, en date du 29 juillet 1929, publié au *Moniteur Officiel* n° 166, du 30 juillet 1929.

Vu le Doyen,

BARTHELEMY.

Vu le Président,

WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

Bibliographie

OUVRAGES GÉNÉRAUX

CONRAD. — *Handwörterbuch des Volkerrechtes*, I^{re}, IV^e, VI^e édit. Iéna, 1921-1928.

COLESCO. — *Le Commerce Extérieur de la Roumanie*. Bucarest, 1926.

FONTANE RUSSO. — *Les Traités de Politique Commerciale*. Traduction de Félix Poli. Paris, 1908.

GRUNZEL (D^r J.). — *System der Handelspolitik*. II^e édit. Leipzig, 1906.

KEYNES. — *Les Conséquences économiques de la Paix*. N. R. F. 1920.

MANOILESCO. — *Théorie du protectionisme et de l'échange international*. Paris, 1929.

NETTA. — *Relations économiques roumano-polonaises* (en roumain). Bucarest, 1924.

TRUCHY. — *Cours d'économie politique*. 2 vol., 2^e édit. Paris, 1927.

ROEMHOELLER. — *La Grande Roumanie*. La Haye, 1927.

STRUPP. — *Woeterbuch de Voelkerrechtes*. I-III, Berlin, 1922-1929.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- CODRESCO. — *La Petite Entente*. Thèse, Paris, 1930.
- FANTENS. — *La Fin de l'Union Monétaire Latine*. Thèse, Paris, 1930.
- FILIPESCO. — *La Politique commerciale Roumaine*. Thèse, Paris, 1930.
- GUILLAIN. — *Les Problèmes Douaniers Internationaux et la Société des Nations*. Thèse, Paris, 1930.
- HALLUNGA. — *L'évolution et la révision récente du Tarif Douanier en Roumanie*. Paris, 1927. Thèse.
- IORDACHESCO. — *L'évolution de la politique commerciale de la Roumanie*. Thèse, Paris, 1925.
- IONESCO. — *La Réforme Monétaire Roumaine*. Thèse, Paris, 1930.
- LANGENHOVE. — *Les Traités de Commerce* (Revue Economique Internationale). 1927. Vol. 2.
- NAUDIN. — *Les Traités Commerciaux de la France*. Thèse, Paris, 1928.
- OROMULU. — *La Stabilisation en Roumanie*. Thèse, Paris, 1930.
- PARACHIVESCO. — *Les Finances de Guerre de la Roumanie*. Thèse, Paris, 1920.
- RADULESCO. — *La Politique Douanière de la Roumanie*. Thèse, Paris, 1920.
- ROMANESCO. — *Le Mouvement bancaire en Roumanie depuis 1918*. Thèse, Paris, 1929.
- SCIAMA. — *La Question du Tarif Douanier devant la Société des Nations*. Thèse, Paris, 1930.

STERIAN. — *La Roumanie et la réparation des dommages de guerre*. Thèse, Paris, 1929.

TIBAL. — *Les relations germano-roumaines*. (Esprit international, 1930.)

DOCUMENTS OFFICIELS

Echange de notes entre les gouvernements Britannique et Roumain du 11 et 24 mai 1923.

Echange de notes entre les gouvernements Hellénique et Roumain du 28 mars 1927.

Echange de notes entre les gouvernements des Etats-Unis et de la Roumanie du 26 février 1926.

Convention commerciale entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie du 23 avril 1921.

Arrangement commercial entre la Hongrie et la Roumanie, signé le 6 avril 1924.

Conventions commerciales signées à Lausanne le 2 juillet entre l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Suède, la Roumanie, l'Etat Serbo-Croate-Sloven et la Turquie.

Convention commerciale entre la Roumanie et la Pologne du 1^{er} juillet 1921.

Traité de Commerce entre la Roumanie et l'Angleterre du 6 août 1930.

Convention de commerce et de navigation entre la Roumanie et la Norvège du 21 juin 1930.

Traité de commerce entre la Roumanie et la Turquie conclu à Angora le 11 juin 1929.

Arrangement commercial entre la Roumanie et l'Egypte,
conclu au Caire le 16 avril 1930.

Echange de lettres entre le gouvernement de la Roumanie
et le gouvernement de l'Espagne, du 30 avril
1930, resp. le 20 juin 1930, en vue de la conclu-
sion d'un arrangement commercial.

Arrangement commercial entre la Roumanie et la You-
goslavie du 4 août 1930.

Accord commercial entre la Roumanie et les Etats-Unis
conclu le 20 août 1930 (provisoire).

Arrangement commercial provisoire entre la Roumanie
et la Suède du 26 juin 1930.

Convention destinée à mettre fin aux différends financiers
existant entre la Roumanie et l'Allemagne, du
10 novembre 1928.

Arrangement provisoire entre les gouvernements de la
Roumanie et de l'Allemagne du 10 juillet 1930.

Echange de notes entre le gouvernement de la Hongrie
et de la Roumanie du 10 août 1930.

REVUES ET STATISTIQUES

Le Moniteur Officiel de la Roumanie.

La Correspondance Economique, bulletin du Ministère
du Commerce et de l'Industrie de la Rouma-
nie, Bucarest.

Corespondenta Economica (en roumain), Bucarest, 1930.

L'Argus, quotidien économique roumain, Bucarest, 1930.

*Bulletin d'information et de documentation de la Banque
Nationale de la Roumanie, Bucarest, 1930.*

Revue d'Etudes Economiques, Paris, 1930.

Le Journal Officiel du 12 septembre 1930.

L'Europe Nouvelle, 1930.

Table des Matières

	Pages
Avant-Propos	5
<i>Introduction :</i>	
La Roumanie économique en 1913 et ses Trai- tés commerciaux	7
<i>Première Partie :</i>	
Les accords commerciaux de la Roumanie d'a- près-guerre jusqu'en 1929	19
1. Le régime d'importations	21
2. Le régime d'exportations	24
3. Le commerce extérieur de la Roumanie ..	29
4. Analyse des Traités conclus	
<i>Deuxième Partie :</i>	
Les Traités commerciaux de la Roumanie après 1929	47
1. La stabilisation	47
2. Le tarif douanier de 1929	49
3. Analyse des traités commerciaux conclus..	53
4. Tableau chronologique des traités en vigueur le 1 ^{er} septembre 1930	70

Conclusion :

Critique générale des traités commerciaux de la Roumanie	73
--	----

Annexes :

1. Les dommages de guerre de la Roumanie	79
2. La loi douanière de 1929	84

<i>Bibliographie</i>	87
----------------------------	----

Imprimerie « LES PRESSES MODERNES », 45, rue de Maubeuge, Paris
Ateliers à Reims (Marne)
